

RAPPORT DE GESTION

Dans le présent rapport de gestion et à moins que le contexte n'indique ou n'exige une autre interprétation, toutes les mentions de « Société », « Lightspeed », « nous », « notre » ou « nos » font référence à Lightspeed Commerce Inc. ainsi qu'à ses filiales, sur une base consolidée, telle qu'elle était constituée au 31 mars 2023.

Le présent rapport de gestion, daté du 18 mai 2023, pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2022 et pour les exercices clos les 31 mars 2023 (l'« exercice 2023 ») et 2022 (l'« exercice 2022 »), doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022, inclus ailleurs dans le présent rapport annuel. Les informations financières figurant dans le rapport de gestion sont tirées des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2023 et l'exercice 2022, lesquels ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont libellés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences établies par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu du régime d'information multinational des États-Unis et du Canada, nous sommes autorisés à préparer le présent rapport de gestion conformément aux obligations d'information canadiennes, lesquelles diffèrent des obligations américaines.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle et notre rapport annuel sur formulaire 40-F de l'exercice clos le 31 mars 2023, peuvent être consultés sur notre site Web, à l'adresse investors.lightspeedhq.com, ainsi que sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Information prospective

Le présent rapport de gestion contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, sont considérées comme prospectives l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives ou des possibilités futurs et des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités, les conditions macroéconomiques telles que l'accentuation des pressions inflationnistes, la hausse des taux d'intérêt, l'instabilité du secteur bancaire et l'incertitude économique mondiale, nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de nos mesures de réduction des coûts, des événements tels que la pandémie de COVID-19 (la « pandémie de COVID-19 ») et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que l'information sur nos attentes concernant les tendances du secteur d'activité et des dépenses de consommation, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres à dégager des produits d'exploitation, l'incidence de notre décision de vendre nos solutions de points de vente et de paiement sur une plateforme centralisée, nos marges brutes et notre rentabilité future, les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence des procédures judiciaires, l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos résultats d'exploitation, nos plans et stratégies d'affaires et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective aux présentes et les autres renseignements de nature prospective sont fondés sur les opinions, les estimations et les hypothèses que nous formulons à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances passées, des conditions actuelles et des développements à venir, de même que sur d'autres facteurs que nous estimons raisonnables et appropriés dans les circonstances à la date à laquelle l'information prospective est établie. Même si nous mettons un grand soin à préparer l'information prospective et à la passer en revue, rien ne garantit que les opinions, estimations et hypothèses qui la sous-tendent se vérifieront. Certaines hypothèses concernant notre capacité à accroître notre part de marché, à pénétrer de nouveaux marchés et à prendre de l'expansion verticalement dans notre secteur, notre capacité à attirer, former et maintenir en poste notre personnel clé, notre capacité à gérer les pénuries de composants informatiques et le risque lié à la chaîne d'approvisionnement et l'incidence de ces pénuries dans la chaîne d'approvisionnement sur nos clients, notre capacité à conserver et à élargir notre présence géographique, notre capacité à réaliser nos plans d'expansion, notre capacité à réaliser nos mesures de réduction des coûts, notre capacité à poursuivre nos investissements dans notre infrastructure et à mettre en place des contrôles, des systèmes et des processus évolutifs nous permettant de soutenir notre croissance, notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité, notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle et les risques de poursuite par des tiers pour violation de propriété intellectuelle, l'incidence des recours collectifs et autres poursuites, la fixation des prix des titres dans le cadre de nos placements, notre capacité à vendre nos solutions de points de vente et de paiement sur une plateforme centralisée à nos clients nouveaux et existants, notre capacité d'intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et de tirer les avantages attendus de leur acquisition, notre capacité à obtenir du financement et à conserver nos sources de financement actuelles selon des modalités acceptables, les taux de change et d'intérêt, y compris l'inflation, le caractère saisonnier de nos activités et de celles de nos clients, le jeu de la concurrence, l'évolution et les tendances de notre secteur et de l'économie mondiale, notamment les variations des dépenses de consommation, la dépréciation du goodwill et la possibilité de pertes de valeur futures, et les changements apportés aux lois, aux règles, aux règlements et aux normes mondiales constituent des facteurs significatifs pris en compte dans la préparation de l'information prospective et la formulation des attentes de la direction.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, mais ne se limitent pas, à ceux mentionnés à la rubrique « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » du présent rapport de gestion, à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle datée du 18 mai 2023, ainsi que dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Si l'un ou l'autre de ces risques ou incertitudes devait se matérialiser ou si les opinions, estimations ou hypothèses qui sous-tendent l'information prospective devaient se révéler erronées, les résultats réels ou les événements futurs pourraient s'écarter de manière significative de ceux prévus dans l'information prospective. Les investisseurs éventuels ont tout intérêt à étudier attentivement les opinions, estimations ou hypothèses mentionnées ci-dessus, décrites en détail dans le présent rapport de gestion.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écarteront de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Rien ne garantit que l'information prospective s'avérera exacte, puisque les résultats réels et les événements futurs peuvent différer sensiblement de ceux que l'information prospective laisse présager. Aucune information prospective n'est garante des résultats futurs. Par conséquent, le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci ou à toute autre date mentionnée, selon le cas, et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

Toute l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Ce rapport de gestion contient certains noms de marques tels que « Lightspeed », « Flame Design », « NuORDER » et autres, qui appartiennent à la Société et sont protégés en vertu des lois sur la propriété intellectuelle en vigueur. Pour des raisons pratiques, les marques de commerce citées aux présentes peuvent y figurer accompagnées ou non des mentions ^{MD} ou ^{MC}; toutefois, l'absence de ces signes ne signifie en aucun cas que nous ne défendrons pas nos droits à l'égard de ces marques de commerce dans toute la mesure permise par la législation applicable.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle, peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Aperçu

Lightspeed propose une plateforme de commerce infonuagique qui relie entre eux les fournisseurs, les commerçants et les consommateurs tout en permettant des expériences omnicanales. Notre plateforme logicielle offre à nos clients les fonctionnalités essentielles dont ils ont besoin pour traiter avec les consommateurs, gérer leurs transactions, accepter les paiements et assurer la croissance de leur entreprise. Nous sommes présents à l'échelle mondiale et permettons aux entreprises des secteurs du détail et de l'hôtellerie ainsi qu'aux exploitants de terrains de golf et autres, qui occupent un ou plusieurs emplacements, d'être concurrentiels dans un environnement de marché omnicanal en traitant leurs affaires en ligne, sur des réseaux mobiles et sociaux aussi bien que sur des circuits physiques. Nos solutions faciles à utiliser et rentables s'adressent principalement aux petites et moyennes entreprises (« PME »). Nos produits des activités ordinaires sont pour la plupart récurrents et nous avons su faire croître les produits des activités ordinaires par client au fil du temps.

Notre plateforme infonuagique s'articule autour de trois éléments interdépendants : une expérience omnicanale pour le consommateur, une suite de gestion complète des opérations administratives afin d'améliorer l'efficacité et la vue d'ensemble de nos clients, et la facilitation des paiements. Les principales fonctionnalités de notre plateforme englobent la gamme complète des capacités omnicanales, les points de vente, la gestion par produit et par menu, la gestion du personnel et des stocks (y compris les commandes), les analyses et les rapports, la connectivité multiemplacements, la fonctionnalité de précommande et de ramassage à l'auto, la fidélisation, la gestion des clients et les solutions financières personnalisées comme Lightspeed Payments et Lightspeed Capital. En offrant nos solutions par l'infonuagique, nous permettons aux commerçants de réduire leur dépendance aux canaux physiques et d'interagir avec des clients, peu importe l'endroit (en magasin, en ligne, mobile et sur les réseaux sociaux), de mieux comprendre leurs clients et leurs activités en assurant un suivi de leurs activités et des principales mesures dans tous les canaux, et de mettre à jour leurs stocks, d'effectuer des analyses, de modifier les menus, d'envoyer des offres promotionnelles et de gérer leurs activités depuis n'importe quel endroit.

Parmi nos solutions phares se trouvent Lightspeed Restaurant, un produit central pour le secteur de l'hôtellerie et du commerce, et Lightspeed Retail, un produit novateur de commerce de détail qui regroupe les services avancés de point de vente, de paiement et de commerce électronique en une seule solution cohérente et puissante. Nous offrons également Lightspeed eCommerce, qui permet aux commerçants d'accroître leur portée omnicanale et leur souplesse en matière de ventes, notamment sur les plateformes des médias sociaux et les marchés numériques. Nos nouvelles solutions phares bénéficient d'un excellent accueil sur le marché mondial. NuORDER by Lightspeed, une fois entièrement intégrée, offrira aux clients un meilleur accès aux fournisseurs et une meilleure visibilité des stocks, automatisera les commandes manuelles, regroupera les portails des fournisseurs dans les points de vente, rationalisera les opérations omnicanales en facilitant l'importation des détails et des photos des produits dans les points de vente, et garantira l'utilisation des noms de marque et des images approuvés par les fournisseurs. Le développement des marchés verticaux nous donnera également des opportunités de monétiser nos données en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement. Au cours de l'exercice 2023, nous avons annoncé le lancement de Lightspeed B2B, notre service interentreprises, dans plusieurs marchés verticaux clés en Amérique du Nord : la mode, les articles de plein air, le vélo et les articles de sport. Nous pensons que notre investissement continu dans Lightspeed B2B représente une opportunité pour nous distinguer de nos concurrents.

Le fait d'être une plateforme de commerce nous place dans une position favorable pour traiter les paiements et recueillir les données transactionnelles. Compte non tenu des emplacements clients relativement au produit de commerce électronique

distinct d'Ecid, nos solutions de paiement sont désormais accessibles à la majorité de nos emplacements clients. Nos produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 51 %, passant de 264,0 M\$ pour l'exercice 2022 à 399,6 M\$ pour l'exercice 2023. Cette hausse s'explique essentiellement par l'adoption accrue de nos solutions de paiement et a mené à une croissance de 81 % du VTSPB¹ par rapport à l'exercice 2022. Depuis le début de l'exercice se terminant le 31 mars 2024 (l'« exercice 2024 »), nous vendons nos solutions de points de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme centralisée. Nous pensons que les solutions de paiement intégrées offrent une meilleure expérience aux clients en améliorant la cohérence et la fiabilité, tout en rationalisant le soutien et la facturation, et en augmentant les possibilités de profiter des fonctionnalités innovantes des produits. Nous aidons nos clients en leur offrant gratuitement du matériel informatique et des services d'implantation, en les aidant à racheter des contrats et en leur offrant des tarifs concurrentiels. Dans le cadre de cette initiative, nos clients nouveaux et existants admissibles devront adopter nos solutions de paiement. Nous pensons que le traitement de VTB supplémentaires pour les clients nouveaux et existants au moyen de nos solutions de paiement aura un effet favorable sur nos stratégies de croissance et nous permettra de simplifier nos propres activités. En outre, cette initiative contribuera à réduire les coûts liés au soutien de divers tiers fournisseurs de services de traitement de paiement.

Notre plateforme est construite pour évoluer avec nos clients et fournit à ces derniers des solutions de plus en plus perfectionnées à mesure qu'ils ouvrent de nouveaux établissements et que leurs besoins gagnent en complexité. Notre plateforme évite aux PME le recours à des applications disparates de divers fournisseurs, souvent incompatibles, afin d'accéder à la technologie dont elles ont besoin pour exploiter et développer leurs entreprises. Nos réseaux de développement, de distribution et d'installation en partenariat renforcent la portée de nos solutions, les rendant personnalisables et extensibles. Nous accompagnons nos clients à toutes les étapes de leur développement en leur offrant un service d'accueil et de soutien de premier plan dans l'industrie. Nous croyons fermement que notre succès est directement lié à celui de nos clients.

Pour compléter encore davantage nos principales solutions infonuagiques, nous offrons un programme d'avances de fonds aux commerçants, soit Lightspeed Capital. Ce programme offre des avances de fonds aux commerçants admissibles et est conçu pour les aider à faire croître l'ensemble de leurs activités et à gérer leur trésorerie. Les commerçants utilisent ces avances de fonds notamment pour gérer leurs flux de trésorerie, acheter des stocks et investir dans la commercialisation.

La vente de nos solutions se fait principalement par l'entremise de nos effectifs de vente directe en Amérique du Nord, en Europe, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que par des circuits indirects dans d'autres pays. Notre plateforme convient à divers types de PME, en particulier les détaillants mono et multiemplacements ayant des transactions complexes (nombreux produits, besoins de stockage variés ou élément de service), les exploitants de terrains de golf et les divers clients du secteur de l'hôtellerie.

Compte non tenu de l'incidence des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecid, qui affichent un RMPU¹ plus faible, le RMPU mensuel de nos emplacements clients était d'environ 335 \$ par emplacement client au 31 mars 2023, contre approximativement 270 \$ par emplacement client au 31 mars 2022.

Au 31 mars 2023, compte non tenu de l'incidence des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecid, nous comptons environ 168 000 emplacements clients¹ dans plus d'une centaine de pays. Bien que notre nombre total d'emplacements clients ait augmenté plus graduellement au cours de l'exercice 2023 qu'au cours des exercices précédents, le nombre d'emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année² a continué de croître. Nous avons encore comme objectif d'attirer un certain profil de client, c'est-à-dire les clients affichant un VTB plus élevé et des besoins plus complexes, des commerçants pour lesquels nous jugeons que nos solutions de premier plan dans le secteur sont parfaitement adaptées. Pour l'exercice 2023, le VTSPB était de 14,7 G\$, contre 8,1 G\$ pour l'exercice 2022, ce qui représente une croissance de 81 %. Pour l'exercice 2023, notre plateforme infonuagique SaaS (« software-as-a-service ») a traité un VTB de 87,1 G\$, soit une croissance de 18 % par rapport à un VTB de 74,0 G\$

¹ Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

² Exclusion faite des emplacements clients et du VTB attribuable au produit de commerce électronique distinct d'Ecid et aux produits Lightspeed Golf et NuORDER by Lightspeed. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

pour l'exercice 2022, même si plusieurs marchés verticaux de détail ont vu leur VTB traité moyen par emplacement diminuer sur 12 mois. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, le VTSPB traité par notre plateforme infonuagique SaaS s'est chiffré à 3,8 G\$ par rapport à 2,2 G\$, soit une croissance de 70 %, et le VTB¹ a été de 20,2 G\$, contre 18,4 G\$, pour une croissance de 10 %, ce qui montre que nous avons réussi à rejoindre notre clientèle avec nos solutions de paiement.

Pour l'exercice 2023, la croissance du VTB du secteur de la vente au détail omnicanale a été de 14 % par rapport à l'exercice 2022 et celle du VTB du secteur de l'hôtellerie, de 22 % (respectivement 3 % et 20 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022). Exclusion faite de l'incidence de toute acquisition réalisée depuis la clôture de la période correspondante afin de fournir une base cohérente de comparaison, la croissance interne du VTB pour l'exercice 2023 s'est établie à 16 % par rapport à l'exercice 2022. Cette croissance s'explique par une augmentation de 9 % du VTB de nos clients de la vente au détail omnicanale et par une hausse de 22 % du VTB du secteur de l'hôtellerie (10 %, 3 % et 20 %, respectivement pour le trimestre clos le 31 mars 2023 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022). Au cours de l'exercice 2023, nous avons observé que de nombreux marchés verticaux de la vente au détail affichaient un VTB inférieur sur 12 mois, probablement du fait de la conjoncture économique difficile et de la réduction des dépenses de consommation. Pour plus de précision, lorsqu'une acquisition a lieu en partie au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, l'apport de cette acquisition pour la période considérée est inclus aux fins du calcul du VTB interne seulement pour les mois correspondants qui étaient inclus dans la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance a été entièrement interne pour le trimestre clos le 31 mars 2023, puisqu'aucune acquisition n'a été réalisée depuis la fin de la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos emplacements clients, dont le nombre atteignait environ 168 000 au 31 mars 2023, ont une répartition d'environ 51 % en Amérique du Nord et de 49 % dans le reste du monde, et le secteur de la vente au détail représente environ 62 % des emplacements clients, et l'hôtellerie, environ 38 %. Même si l'acquisition d'Ecwid a entraîné l'ajout d'un nombre important d'emplacements clients ayant un RMPU moins élevé à notre clientèle globale, nous demeurons concentrés sur le service aux PME complexes, plus précisément celles affichant un VTB élevé, pour lesquelles nos solutions sont particulièrement bien adaptées, et nous estimons que la promotion de la plateforme d'Ecwid en tant que produit de commerce électronique phare permettra à ces entreprises d'accroître leur portée omnicanale ainsi que leur souplesse en matière de ventes.

Nous estimons occuper une nette position de leader dans le commerce des PME en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos capacités et de la diversité de notre clientèle. Nos produits des activités ordinaires proviennent principalement de la vente d'abonnements à notre logiciel infonuagique et de nos solutions de paiement. Nous offrons des plans de tarification conçus en fonction des besoins de nos clients actuels et futurs, dont le but est d'adapter les solutions de Lightspeed à la croissance des PME. Nos plans d'abonnement peuvent être mensuels, annuels ou pluriannuels. Nous avons également intégré notre logiciel au traitement électronique de paiement qu'offrent divers tiers, qui nous versent une part des produits qu'ils tirent du traitement des paiements des clients que nous leur recommandons. Ces ententes ont généralement été conclues avant que nos solutions de paiement soient disponibles dans les divers marchés où nous sommes présents.

De 548,4 M\$ pour l'exercice 2022, le total de nos produits des activités ordinaires est passé à 730,5 M\$ pour l'exercice 2023, pour une croissance sur 12 mois de 33 %. Pour l'exercice 2023, les produits tirés des abonnements représentaient 41 % du total de nos produits des activités ordinaires (45 % pour l'exercice 2022), et les produits tirés du traitement des transactions comptaient pour 55 % du total de nos produits des activités ordinaires (48 % pour l'exercice 2022). Malgré l'incidence des difficultés et de l'incertitude liées au contexte macroéconomique, nous avons enregistré un taux de rétention net¹ annuel d'environ 110 % pour l'exercice 2023.

Exclusion faite de l'incidence de toute acquisition réalisée depuis la clôture de la période correspondante afin de fournir une base cohérente de comparaison, la croissance interne des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions pour l'exercice 2023 par rapport à l'exercice 2022 s'est établie à 31 % (28 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023 par rapport à celui clos le 31 mars 2022). Pour plus de précision, lorsqu'une acquisition a lieu en partie au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, l'apport de cette acquisition pour la période considérée est inclus aux fins du calcul de la croissance interne des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions seulement pour les mois correspondants qui étaient inclus dans la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance a été entièrement interne pour le trimestre clos le 31 mars 2023, puisqu'aucune acquisition n'a été réalisée depuis la fin de la période correspondante de l'exercice précédent.

Par ailleurs, en complément des abonnements et des solutions de traitement de transactions, nous tirons des produits de la vente de matériel et d'autres services de soutien à valeur ajoutée offerts aux commerçants. Ces produits sont en général non récurrents et proviennent de la vente de matériel afférent à nos solutions et de la vente de services professionnels de soutien pour l'installation et l'implantation de nos solutions. Pour l'exercice 2023, ces produits ont compté pour 4 % du total de nos produits des activités ordinaires (7 % pour l'exercice 2022).

Nous projetons de continuer d'investir intentionnellement dans notre croissance future. Notre succès futur dépendra d'un certain nombre de facteurs, notamment notre capacité d'accroître notre part de marché, de mettre à profit le succès de nos solutions de paiement et nos solutions financières personnalisées, d'ajouter d'autres solutions à nos plateformes, d'accroître notre présence dans les marchés verticaux et de procéder avec soin à des acquisitions qui augmenteront la valeur, et à leur intégration.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance méthodique. Cette nouvelle structure représente la prochaine étape vers l'intégration de l'ensemble de nos entreprises et produits acquis après le lancement réussi de nos produits phares dans les secteurs de la vente au détail et de l'hôtellerie. La réorganisation prévoyait une réduction d'environ 300 postes. Nous prévoyons cependant poursuivre l'embauche de personnel de base pour les postes clés de mise en marché et de développement qui permettent de générer une croissance méthodique.

Nous sommes d'avis qu'il existe de nombreuses possibilités pour faire augmenter davantage notre RMPU étant donné le nombre de clients adoptant plus de produits Lightspeed au fil du temps. Nous croyons également qu'en continuant d'investir, nous augmenterons la base de nos produits des activités ordinaires, améliorerons la rétention de cette base et renforcerons notre capacité d'accroître les ventes auprès de nos clients. Nous n'avons pas été rentables à ce jour. À moins de réussir à mettre en œuvre nos stratégies de croissance et nos mesures de réduction des coûts, nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre la rentabilité. Pour l'exercice 2023 et l'exercice 2022, nous avons subi des pertes d'exploitation respectives de 1 099,0 M\$ et de 318,3 M\$. La perte d'exploitation de l'exercice 2023 a augmenté principalement en raison d'une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie de 748,7 M\$. Nos sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et nos sorties de flux de trésorerie ajustés liées aux activités d'exploitation³ se sont élevées respectivement à 125,3 M\$ et à 96,0 M\$ pour l'exercice 2023 par rapport à 87,2 M\$ et à 61,3 M\$, respectivement, pour l'exercice 2022.

Développement durable

Le développement durable fait partie intégrante de nos principes directeurs, et nous travaillons à un avenir durable et à une économie plus verte. Dans le cadre de cet engagement, nous avons pris des mesures pour aider nos clients à réduire leur empreinte carbone. Grâce à notre participation au programme Carbon Free Dining de Sustainably Run, les consommateurs ont la possibilité de compenser les émissions de carbone associées à leur achat de repas par la plantation d'arbres, et nos clients reçoivent des crédits de développement durable permettant l'achat de produits de Lightspeed. Le programme a permis de planter plus de 1,3 million d'arbres. En plus de compenser les émissions de carbone, ces arbres procurent de la nourriture et un revenu aux collectivités qui les reçoivent, en plus de les éduquer. Nous avons également établi un partenariat avec TravelPerk et compensons les émissions de carbone pour nos déplacements professionnels en avion, en voiture et en train. Nous choisissons de nous associer à des entreprises qui sont également soucieuses de l'environnement. La plupart de nos solutions fonctionnent avec les plateformes Amazon Web Services (« AWS ») et Google Cloud. Cette dernière est alimentée à 100 % par des énergies renouvelables et AWS s'est engagée à alimenter son exploitation au moyen d'énergie 100 % renouvelable d'ici 2025.

Lightspeed est également un lieu favorisant la diversité, l'équité et l'inclusion, et ce, depuis que notre président exécutif Dax Dasilva a fondé la Société dans le Village gai de Montréal en 2005. Les quatre premiers employés de Lightspeed étaient tous issus de la communauté LGBTQ2S+ et, selon notre sondage annuel de 2023 sur la diversité, l'équité et l'inclusion, 10 % de nos employés s'identifient comme appartenant à la communauté LGBTQ2S+. Notre engagement pour un lieu de

³ Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements ».

travail diversifié et inclusif est visible à tous les échelons de la Société, notamment avec nos réseaux dirigés par des employés pour les femmes, les membres de la communauté LGBTQ2S+ et les membres de la communauté PANDC. De plus, le conseil d'administration s'est engagé à être composé d'au moins 37,5 % de femmes et il recrute activement de nouvelles membres pour atteindre cette cible. Nous croyons en l'importance de créer de la valeur dans l'ensemble de notre écosystème, notamment en offrant à tous les employés des occasions de création de richesse intéressantes. Tous les employés permanents se voient attribuer une participation dans la Société à leur embauche, ce qui assure que les intérêts des employés sont alignés sur ceux de nos actionnaires.

Conditions macroéconomiques, incluant la COVID-19

Une incertitude persiste au sein de l'environnement macroéconomique, notamment en ce qui concerne les pressions inflationnistes grandissantes, les variations des dépenses de consommation, l'instabilité du secteur bancaire, les fluctuations des taux de change et les hausses de taux d'intérêt, de même qu'en raison de la durée et de l'ampleur de la pandémie de COVID-19 et de la capacité de maîtriser une résurgence et de nouveaux variants à l'échelle mondiale. Cette incertitude macroéconomique rend difficile de déterminer les répercussions futures de ces événements et conditions sur notre clientèle et nos marchés finaux, ainsi que les conséquences sur nos activités et notre exploitation, tant à court qu'à long terme.

Cependant, malgré ces risques et incertitudes, nous croyons toujours qu'il existe un besoin urgent pour nos solutions dans les secteurs de la vente au détail et de l'hôtellerie, alors que les PME envisagent de perfectionner les modèles de vente en personne traditionnels par des stratégies en ligne et numériques, de fonctionner avec un nombre réduit d'employés pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre et ainsi d'automatiser les tâches chronophages, et de trouver de nouveaux moyens de gagner en efficacité et de mieux gérer leurs activités. À l'heure actuelle, une grande part de notre marché est desservie par d'anciens systèmes sur site qui sont coûteux, compliqués, désuets et mal équipés pour aider les PME à s'adapter à ce besoin immédiat. Il s'agit là d'une excellente occasion de continuer à encourager l'adoption de nos solutions. Nous estimons que notre croissance, malgré un contexte macroéconomique difficile, est un indicateur continu du virage entrepris en faveur des solutions infonuagiques. Lightspeed estime être bien positionnée pour profiter de cette opportunité et continuera de tirer le maximum de sa position privilégiée dans les points de vente et de saisir les occasions liées aux solutions de paiement.

Saisir les occasions liées aux solutions de paiement passe par la monétisation d'une plus grande part du VTB de nos clients, lequel, pour l'exercice 2023, a atteint 87,1 G\$, en hausse de 18 % par rapport au VTB de 74,0 G\$ traité pour l'exercice 2022. Nous nous attendons à ce que les variations des dépenses de consommation ou toute autre condition macroéconomique dans les régions où nous exerçons nos activités fassent encore fluctuer notre VTB. Cependant, nous sommes d'avis que la diversification de notre clientèle, tant pour ce qui est des marchés verticaux que pour les régions, représentera toujours un avantage solide pour la Société.

De plus, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a engendré une plus grande incertitude économique à l'échelle mondiale et devrait continuer de le faire. Nous n'avons pas d'activités importantes, de clients importants ou de relations avec des fournisseurs importantes en Russie, en Biélorussie ou en Ukraine, et avons cessé nos activités de vente aux nouveaux clients en Russie et en Biélorussie. Toutes nos données liées à notre propriété intellectuelle et à nos clients sont conservées en dehors de la région. Nous avons des membres du personnel en Russie issus de l'acquisition d'Ecwid et, dans le cadre de nos plans de continuité des activités, nous avons réaffecté bon nombre d'entre eux à l'extérieur de la Russie afin de réduire toute dépendance envers la région. Le département d'État des États-Unis a émis un avertissement selon lequel l'une des complications potentielles qui résulterait de la guerre en Ukraine, et en réponse aux sanctions accrues annoncées par de nombreux pays contre la Russie, est un risque accru d'attaques à la cybersécurité contre les réseaux et les activités de sociétés exerçant leurs activités à partir de pays qui sont impliqués dans ces sanctions. Nous prenons cet avertissement très au sérieux et avons accru nos efforts pour surveiller nos réseaux et notre infrastructure de technologies de l'information afin de déceler tout signe de telles attaques. Nous continuerons de surveiller la situation de près, mais, jusqu'à maintenant, nos activités commerciales n'ont pas été interrompues pour cette raison.

Comme nous l'expliquons plus loin, nous suivons encore de près les répercussions des événements et conditions macroéconomiques sur nos activités, notre situation financière et nos opérations. Se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion intitulée « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle la plus récente, ainsi qu'aux autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour une analyse des risques auxquels nous sommes exposés.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre moyen d'emplacements clients de la Société pour cette période. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons qu'elle constitue une mesure supplémentaire utile de nos progrès en matière de croissance des produits que nous tirons de notre clientèle. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, qui affichent un RMPU plus bas, le RMPU mensuel de nos emplacements clients a augmenté de 24 % à environ 335 \$ par emplacement client au 31 mars 2023 par rapport à environ 270 \$ par emplacement client au 31 mars 2022. Compte tenu des emplacements clients relativement au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, notre clientèle a généré un RMPU mensuel d'environ 145 \$ par emplacement client au 31 mars 2022 et d'environ 181 \$ par emplacement client au 31 mars 2023. Pour plus de précision, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique, et, dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que notre capacité d'accroître le nombre d'emplacements clients affichant un VTB par année élevé qui utilisent notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Le VTB par année d'un emplacement client est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, le nombre d'emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année a continué de croître. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, le nombre d'emplacements clients s'établissait à environ 168 000 au 31 mars 2023, comparativement à environ 163 000 au 31 mars 2022. Le nombre d'emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid au 31 mars 2023 s'élevait à environ 158 000, contre environ 160 000 au 31 mars 2022.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, particulièrement ceux

affichant un VTB élevé, nous générons un VTSPB plus élevé et constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, le VTSPB était de 3,8 G\$, contre 2,2 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une croissance de 70 %. Pour l'exercice 2023, le VTSPB se chiffrait à 14,7 G\$, contre 8,1 G\$ pour l'exercice 2022, ce qui représente une croissance de 81 %. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « volume de transactions brut » ou « VTB » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, droits de douane et taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que le VTB est un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, le VTB s'est élevé à 20,2 G\$, ce qui représente un accroissement de 10 % par rapport au VTB de 18,4 G\$ enregistré pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons observé une baisse du VTB d'un exercice à l'autre dans de nombreux marchés verticaux de la vente au détail probablement en raison de la conjoncture économique difficile et de la réduction des dépenses de consommation. Pour l'exercice 2023, le VTB s'est élevé à 87,1 G\$, ce qui représente un accroissement de 18 % par rapport au VTB de 74,0 G\$ enregistré pour l'exercice 2022. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Taux de rétention net. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que notre capacité de conserver et d'accroître les produits tirés de nos clients actuels est un indicateur de la valeur à long terme de nos relations clients. Notre performance à ce chapitre est mesurée par notre « taux de rétention net », qui est calculé en identifiant d'abord une cohorte de clients (la « cohorte de clients ») au cours d'un mois donné (le « mois de base »). La facturation comprend les frais d'abonnement et les frais pour nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client. Nous divisons ensuite la facturation pour la cohorte de clients au cours du même mois de l'exercice suivant (le « mois de comparaison ») par la facturation du mois de base pour obtenir un taux de rétention net mensuel. Par définition, les clients ajoutés à notre plateforme entre le mois de base et le mois de comparaison sont exclus du calcul. Nous calculons le taux de rétention net annuel à l'aide de la moyenne pondérée du taux de rétention net mensuel sur les 12 derniers mois. Le taux de rétention net ne tient pas compte des clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid. Malgré l'incidence des difficultés et de l'incertitude liées au contexte macroéconomique, nous avons enregistré un taux de rétention net annuel d'environ 110 % pour l'exercice 2023. Au cours des exercices précédents, nous avons présenté un taux de rétention net en dollars, calculé à la fin de chaque mois en tenant compte de la cohorte de clients utilisant nos plateformes de commerce au début du mois et en divisant nos produits tirés des abonnements et du traitement des transactions attribuables à cette cohorte pour le mois alors en cours par le total des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions attribuables à cette cohorte pour le mois précédent. Le taux de rétention net est une mesure différente du taux de rétention net en dollars. Nous sommes d'avis que le taux de rétention net démontre plus clairement que le taux de rétention net en dollars si nous réussissons à conserver et à accroître les produits des activités ordinaires générés par nos clients existants, car la période d'intervalle plus longue entre les mois comparés dans le calcul du taux de rétention net est plus significative sur le plan statistique et il existe des contrôles pour des facteurs comme le caractère saisonnier.

Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements

L'information présentée dans le rapport de gestion inclut certaines mesures financières non conformes aux IFRS telles que le « BAIIA ajusté », le « résultat ajusté » et les « flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation », ainsi que le ratio non conforme aux IFRS du « résultat ajusté par action – de base et dilué ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et à des ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios conformes aux IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou

comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios conformes aux IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions annuels, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la dépréciation du goodwill. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car il permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base de nos activités. Le tableau ci-après présente un rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(74 468)	(114 517)	(1 070 009)	(288 433)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾	15 967	41 625	123 667	109 066
Amortissement ²⁾	28 380	29 972	115 261	104 548
Perte (profit) de change ³⁾	297	29	(199)	611
Produit d'intérêts net ²⁾	(9 654)	(1 014)	(24 812)	(2 988)
Rémunération liée à des acquisitions ⁴⁾	5 746	20 433	41 792	50 491
Frais liés aux transactions ⁵⁾	2 323	872	5 834	9 653
Restructuration ⁶⁾	25 549	606	28 683	803
Dépréciation du goodwill ⁷⁾	—	—	748 712	—
Provisions pour litiges ⁸⁾	229	576	1 409	1 655
Charge (produit) d'impôt	1 283	1 679	(4 219)	(26 921)
BAIIA ajusté	(4 348)	(19 739)	(33 881)	(41 515)

- ¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, compte non tenu d'un montant de 5 637 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 15 685 \$ et à 123 530 \$ (charge de 41 934 \$ et de 108 916 \$, respectivement, en mars 2022) et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à des charges de 282 \$ et de 137 \$ (produit de 309 \$ et charge de 150 \$, respectivement, en mars 2022). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information). Ces charges ne tiennent pas compte de la rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, qui est incluse dans les charges de restructuration.
- ²⁾ Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, pour le trimestre clos le 31 mars 2023, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 2 025 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 278 \$, et exclut des charges locatives de 2 322 \$ (2 032 \$, 288 \$ et 2 111 \$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 mars 2022). Pour l'exercice 2023, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 8 244 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 1 075 \$, et exclut des charges locatives de 8 712 \$ (7 743 \$, 1 204 \$ et 8 133 \$, respectivement, pour l'exercice 2022).
- ³⁾ Ces profits et pertes hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.
- ⁴⁾ Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, et/ou de l'atteinte de certains critères de performance.
- ⁵⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.

- ⁶⁾ Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance méthodique. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- ⁷⁾ Ce montant représente une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie (se reporter à la note 16 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- ⁸⁾ Ces montants représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnisations. Ces montants ne comprennent pas les provisions constituées et les autres coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

Perte ajustée et perte ajustée par action – de base et diluée

La perte ajustée est définie comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions conclues, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges, de l'impôt différé et de la dépréciation du goodwill. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de certaines autres charges hors trésorerie ou non liées aux activités d'exploitation fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement d'exploitation puisqu'elle permet une comparaison plus précise d'une période à l'autre. La perte ajustée par action – de base et diluée est définie comme la perte ajustée divisée par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et diluée). Nous utilisons la perte ajustée par action – de base et diluée dans le but de fournir une mesure supplémentaire utile du rendement de nos activités, par action (de base et diluée). Le tableau ci-après présente un rapprochement de la perte nette et de la perte ajustée des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(74 468)	(114 517)	(1 070 009)	(288 433)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾	15 967	41 625	123 667	109 066
Amortissement des immobilisations incorporelles	24 620	26 151	101 546	91 812
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	5 746	20 433	41 792	50 491
Frais liés aux transactions ³⁾	2 323	872	5 834	9 653
Restructuration ⁴⁾	25 549	606	28 683	803
Dépréciation du goodwill ⁵⁾	—	—	748 712	—
Provisions pour litiges ⁶⁾	229	576	1 409	1 655
Charge (produit) d'impôt différé	(368)	1 397	(6 688)	(28 024)
Perte ajustée	(402)	(22 857)	(25 054)	(52 977)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et diluée⁷⁾	151 774 467	148 473 309	150 404 130	141 580 917
Perte nette par action – de base et diluée	(0,49)	(0,77)	(7,11)	(2,04)
Perte ajustée par action – de base et diluée	(0,00)	(0,15)	(0,17)	(0,37)

¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, compte non tenu d'un montant de 5 637 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée respectivement à 15 685 \$ et à 123 530 \$ (charges de 41 934 \$ et de 108 916 \$, respectivement, en mars 2022) et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à des charges de 282 \$ et de 137 \$ (produit de 309 \$ et charge de 150 \$, respectivement, en mars 2022). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information). Ces charges ne tiennent pas compte de la rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, qui est incluse dans les charges de restructuration.

²⁾ Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

- 3) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.
- 4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance méthodique. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- 5) Ce montant représente une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie (se reporter à la note 16 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- 6) Ces montants représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnisations. Ces montants ne comprennent pas les provisions constituées et les coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs.
- 7) Pour les périodes au cours desquelles nous avons présenté une perte ajustée, par suite des pertes ajustées engagées, tous les titres potentiellement dilutifs ont été exclus du calcul de la perte ajustée par action – diluée, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. La perte ajustée par action – diluée correspond à la perte ajustée par action – de base pour les périodes au cours desquelles nous avons engagé une perte ajustée.

Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation sont définis comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions, du paiement des charges de rémunération liées aux acquisitions réalisées, du paiement des frais liés aux transactions, du paiement des frais de restructuration, du paiement des montants liés aux provisions pour litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, et du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'inclusion ou l'exclusion de certaines sorties et entrées de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique « Trésorerie et sources de financement » pour plus d'information sur les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation. Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(41 587)	(11 342)	(125 284)	(87 218)
Charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions ¹⁾	820	156	1 705	4 953
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	2 547	746	8 590	7 839
Frais liés aux transactions ³⁾	(2 621)	431	1 888	12 208
Restructuration ⁴⁾	15 230	501	17 722	1 590
Provisions pour litiges ⁵⁾	209	(366)	3 306	(654)
Frais de développement interne inscrits à l'actif ⁶⁾	(1 519)	—	(3 894)	—
Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation	(26 921)	(9 874)	(95 967)	(61 282)

- 1) Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie associées aux charges sociales liées aux options sur actions et autres attributions émises à nos employés et administrateurs dans le cadre de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.
- 2) Ces montants représentent la sortie de trésorerie associée à une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises, qui se rattache aux obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés de ces entreprises acquises, et/ou à l'atteinte de certains critères de performance.
- 3) Ces montants représentent les sorties et entrées de trésorerie attribuables à des écarts temporaires liés aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces montants comprennent également des ajustements se rapportant au règlement des frais liés aux transactions des entreprises cibles qui ne s'inscrivaient pas dans le cours normal des activités pour nos acquisitions et qui ont été repris à titre de passifs aux dates d'acquisition pertinentes.
- 4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance méthodique. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- 5) Ces coûts représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces entrées et sorties

de trésorerie ne comprennent pas les entrées et sorties de trésorerie liées aux litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités.

- ⁶⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie annuels audités. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Aucuns frais de développement interne inscrits à l'actif n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Perspectives

Une analyse des attentes de la direction quant aux perspectives de la Société pour le trimestre et l'exercice se terminant respectivement le 30 juin 2023 et le 31 mars 2024 est présentée dans le communiqué de presse de la Société daté du 18 mai 2023, sous la rubrique « Perspectives financières ». Le communiqué de presse est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov. L'information contenue dans ce communiqué de presse ou autrement accessible par l'entremise de celui-ci n'est pas réputée faire partie du présent rapport de gestion, et ce communiqué de presse et cette information ne sont pas intégrés par renvoi aux présentes.

Résumé des facteurs influant sur notre rendement

La croissance et le succès futur de notre entreprise sont tributaires de nombreux facteurs, et plus particulièrement de ceux qui sont énumérés ci-après. Si ces facteurs présentent des occasions intéressantes pour notre entreprise, ils n'en posent pas moins des défis importants, dont certains sont décrits ci-après et dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, ainsi que dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Adoption de notre plateforme par le marché

Nous avons l'intention de continuer à pousser l'adoption de notre plateforme de commerce de pointe en adaptant nos solutions aux besoins des clients actuels et futurs, quelles que soient leur envergure ou nature, en mettant l'accent sur les clients affichant un VTB élevé et ayant des besoins complexes. Nous sommes d'avis qu'il existe un potentiel important d'accroissement de la pénétration de notre marché global susceptible d'être intéressé par nos solutions et d'attraction de nouveaux clients, et ce potentiel est encore plus élevé avec le besoin urgent des PME d'abandonner les anciens systèmes sur site à la faveur de solutions d'infonuagique omnicanales. Nous devrions pouvoir réaliser ce potentiel en développant davantage nos produits et services, en nous intégrant en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement dans les marchés verticaux et en continuant d'investir dans des stratégies de commercialisation destinées à attirer de nouveaux clients pour notre plateforme, tant dans nos secteurs géographiques existants que sur de nouveaux marchés internationaux. Nous projetons également d'évaluer soigneusement les occasions de proposer nos solutions à des entreprises œuvrant dans des marchés verticaux que nous ne servons pas à l'heure actuelle. Nous prévoyons continuer d'investir dans notre plateforme afin de pousser l'adoption par le marché, en particulier pour nos solutions de paiement. À mesure que se feront ces investissements, nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pourraient fluctuer et notre rentabilité pourrait être touchée. Notre marché est vaste, évolutif, très fragmenté, concurrentiel et facilement accessible dans de nombreux pays où nous exerçons nos activités. Nos concurrents vont des grands fournisseurs bien établis aux plus petits qui en sont à leurs débuts. Nous nous attendons à ce que la concurrence s'intensifie à l'avenir, notamment en raison de la consolidation du secteur et du fait que les grands fournisseurs bien établis offrent de plus en plus de services à des clients aux besoins de plus en plus complexes ou se concentrent sur l'expérience de magasinage et le service en personne. Nous nous concentrerons sur la vente de nos produits phares à l'échelle mondiale, car nous croyons que l'offre de deux produits principaux réduira la complexité, contribuera à améliorer notre entrée en force sur le marché et aidera à réaliser une performance solide.

Adoption de nos solutions de paiement par les clients

Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos solutions de paiement sont désormais accessibles à la majorité de nos emplacements clients. Nous sommes d'avis que nos solutions de paiement deviendront une partie de plus en plus importante de nos activités à mesure qu'elles seront offertes à plus grande échelle au sein de notre clientèle dans nos principaux secteurs géographiques. Nos solutions de paiement sont conçues pour être une solution transparente et conviviale, et nous les offrons à des tarifs concurrentiels établis d'après un pourcentage du

VTB traité électroniquement sur notre plateforme. Nous continuons d'observer une adoption accrue de nos solutions de traitement des paiements, qui sont le principal moteur de croissance des produits des activités ordinaires de la Société. Étant donné que nos produits des activités ordinaires proviendront de plus en plus de nos solutions de paiement, nous prévoyons qu'avec le temps, nos marges brutes baisseront, et ce, malgré l'augmentation possible du total de nos produits des activités ordinaires, car la marge brute liée à notre flux de produits tirés du traitement des transactions est inférieure à celle liée à notre flux de produits tirés des abonnements. Depuis le début de l'exercice 2024, nous vendons nos solutions de points de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme centralisée. Nous pensons que les solutions de paiement intégrées offrent la meilleure expérience aux clients en améliorant la cohérence et la fiabilité, tout en rationalisant le soutien et la facturation, et en augmentant les possibilités de profiter des fonctionnalités innovantes des produits. Nous aidons nos clients en leur offrant gratuitement du matériel informatique et des services d'implantation, en les aidant à racheter des contrats et en leur offrant des tarifs concurrentiels. Dans le cadre de cette initiative, nos clients nouveaux et existants admissibles devront adopter nos solutions de paiement. Nous pensons que le traitement de VTB supplémentaires pour les clients nouveaux et existants au moyen de nos solutions de paiement aura un effet favorable sur nos stratégies de croissance et nous permettra de simplifier nos propres activités. En outre, cette initiative contribuera à réduire les coûts liés au soutien de divers tiers fournisseurs de services de traitement de paiement.

Ventes complémentaires et ventes de gammes supérieures à nos clients existants

Nos clients existants constituent des cibles de choix pour notre stratégie de « conquête graduelle » de ventes complémentaires et de ventes de gammes supérieures moyennant des frais de vente et de commercialisation supplémentaires considérablement moindres. Bon nombre de nos clients commencent par utiliser notre plateforme pour un besoin précis. Une fois qu'ils auront constaté les avantages et les nombreuses fonctionnalités de notre plateforme, ils seront conquis et se tourneront graduellement vers nos autres services tels que Lightspeed Advanced Insights, Lightspeed Payments et Lightspeed Capital. Nous projetons de poursuivre nos investissements dans le développement de produits, la vente et la commercialisation, l'ajout de solutions à notre plateforme et l'augmentation de l'utilisation de nos solutions et de la sensibilisation à celles-ci. Ces investissements comprennent l'intégration de la plateforme Lightspeed B2B afin de permettre les commandes de stocks directement à partir des points de vente du commerçant, et de transmettre aux différentes marques les données sur les consommateurs et les tendances afin qu'elles optimisent le processus de fabrication et de distribution. La croissance de nos produits et notre capacité à atteindre la rentabilité et à la maintenir reposent sur notre capacité à conserver les relations clients existantes et à continuer d'étendre l'utilisation de la gamme complète de nos solutions chez nos clients.

Conditions économiques et tendances qui en découlent en matière de dépenses de consommation

Notre rendement est tributaire de la conjoncture économique mondiale et d'événements à l'échelle internationale, y compris des risques politiques, économiques, sociaux et environnementaux qui peuvent avoir une incidence sur nos activités ou sur celles de nos clients. Ces conditions et événements peuvent avoir une incidence défavorable sur la confiance des consommateurs, les dépenses de consommation, le revenu discrétionnaire des consommateurs ou les changements dans les habitudes d'achat des consommateurs. La détérioration de la conjoncture économique, y compris toute hausse des taux de chômage, l'inflation et la montée des taux d'intérêt, a eu et peut encore avoir une incidence défavorable sur les dépenses de consommation, les niveaux d'endettement des consommateurs et l'utilisation des cartes de crédit et de débit et, par conséquent, a nui à notre rendement financier en réduisant le nombre d'opérations effectuées au moyen de nos solutions de paiement ou le montant moyen des achats effectués. La dégradation de la conjoncture économique pourrait également amener les institutions financières à limiter les marges de crédit des titulaires de cartes ou à limiter l'émission de nouvelles cartes afin de diminuer les préoccupations relatives au crédit des titulaires de cartes, ce qui pourrait réduire davantage le nombre d'opérations traitées au moyen de nos solutions de paiement ou le montant moyen de ces achats. Bon nombre des clients qui utilisent notre plateforme sont des PME ou en sont également au stade de démarrage de leurs activités. Les PME peuvent être lourdement touchées par la conjoncture économique ou les ralentissements économiques susmentionnés, surtout si elles vendent des biens discrétionnaires. Les PME peuvent également être touchées de façon disproportionnée par d'autres facteurs économiques, tels que les pénuries de main-d'œuvre et les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement mondiale. Les PME ont souvent des budgets limités et peuvent décider d'affecter leurs dépenses à des éléments autres que notre plateforme, surtout en période d'incertitude économique ou de récession. Les incertitudes économiques et géopolitiques, y compris celles liées à la pandémie de COVID-19, aux variants du virus et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pourraient amplifier davantage ces risques.

Les ralentissements économiques nuisent et peuvent encore nuire aux ventes des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ce qui pourrait entraîner une diminution des volumes de paiements que nous traitons et mener des clients qui utilisent notre plateforme à fermer définitivement leurs portes ou à cesser d'utiliser nos services afin de conserver des liquidités. De plus, nos clients qui exploitent des restaurants ou qui sont présents dans certains marchés verticaux de détail exercent leurs activités dans des secteurs extrêmement concurrentiels et soumis à une exposition accrue aux conditions économiques affectant les dépenses discrétionnaires des consommateurs, ce qui donne lieu à un risque global et à un taux de défaillance généralement plus élevés que pour les autres entreprises en général.

L'affaiblissement des conditions économiques peut également nuire aux tiers, y compris aux fournisseurs et aux partenaires, avec lesquels nous avons établi des relations et dont nous dépendons pour exploiter et développer notre entreprise. La conjoncture économique incertaine et défavorable peut également entraîner une augmentation des radiations de nos créances clients, ainsi que des remboursements et des rétrofacturations ou des pertes éventuelles en lien avec notre programme d'avances de fonds aux commerçants, ce qui peut avoir un effet négatif sur nos activités.

Pandémie de COVID-19

Les conséquences futures de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation demeurent incertaines. Les mesures mises en place pour tenter de contenir et limiter la propagation du virus, comme les restrictions en matière de déplacement, les mesures d'isolement volontaire, la fermeture obligatoire des services et des entreprises non essentiels et les mesures de distanciation physique, et leurs répercussions sur les activités et les dépenses des commerçants, des marques et des clients, notamment des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, ont perturbé et pourraient éventuellement perturber le cours normal de nos activités et auront des conséquences pour nos employés, nos fournisseurs, nos partenaires, nos clients et leurs propres clients. L'étendue des répercussions de la COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière dépend d'événements à venir très incertains et ne pouvant être anticipés.

La pandémie de COVID-19 a eu et peut éventuellement avoir des conséquences pour nos clients, notamment sur le VTB, la demande générale pour nos services, et l'arrêt temporaire des abonnements et le taux de résiliation prévu de la clientèle attribuables à la fermeture temporaire ou permanente d'entreprises. La crise a également restreint, et pourrait éventuellement continuer de le faire, leur capacité à se procurer des stocks, des ingrédients ou des fournitures, à générer des ventes ou à nous verser leurs paiements en temps opportun. La COVID-19 est également source de grande incertitude pour l'économie mondiale. Les ralentissements de la croissance économique, plus particulièrement dans les régions où ils occasionnent une réduction des dépenses des consommateurs, ont eu un effet négatif et pourraient encore avoir un tel effet sur nos clients et nos résultats d'exploitation. La conjoncture économique incertaine et défavorable peut également entraîner une augmentation des radiations de nos créances clients, des remboursements et des rétrofacturations ou des pertes éventuelles en lien avec notre programme d'avances de fonds aux commerçants, ce qui pourrait nous obliger à comptabiliser une perte de valeur sur nos actifs non financiers dans nos états financiers. Se reporter au risque intitulé « Par le passé, nous avons subi des pertes en raison d'une dépréciation du goodwill et nous pourrions à l'avenir subir des pertes en raison de charges de dépréciation. » dans notre notice annuelle pour un complément d'information.

L'incertitude concernant l'économie mondiale et la volatilité des marchés a été exacerbée par l'apparition de nouveaux variants ou de mutations du virus de la COVID-19, et pourrait le demeurer. La volatilité continue des marchés financiers pourrait entraîner un autre recul du cours de nos actions à droit de vote subalterne, ce qui ferait croître le risque que d'autres recours collectifs en valeurs mobilières soient intentés contre la Société.

La pandémie de COVID-19 et les restrictions qui en découlent peuvent aussi altérer ou entraver la capacité des employés à travailler, entraîner des délais ou des perturbations dans les services offerts par nos fournisseurs, nous rendre plus vulnérables, ainsi que nos partenaires et nos fournisseurs de services, aux atteintes à la sécurité, aux attaques par déni de service, au piratage et à l'hameçonnage, ou être la cause d'autres événements imprévisibles. La durée, la gravité et les effets continus de la pandémie de COVID-19 pourraient aussi avoir pour effet d'intensifier nombre d'autres risques décrits aux présentes, dans notre dernière notice annuelle ainsi que dans les documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières du Canada et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. De plus, bien que nous ayons tenté de cerner tous les risques associés à la COVID-19 pour notre entreprise, l'incertitude et le manque de prévisibilité liés à la pandémie de COVID-19 impliquent que d'autres risques nous étant encore inconnus ou que nous

jugeons actuellement non significatifs pourraient avoir une incidence sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Bien qu'il reste difficile d'estimer la gravité, l'ampleur ou la durée globales de la pandémie de COVID-19, ses effets négatifs importants sur nos employés, clients, fournisseurs, partenaires et autres parties prenantes pourraient également nuire de manière considérable à nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

Agrandir notre équipe de vente et de commercialisation

Notre capacité à faire croître de façon marquée nos produits des activités ordinaires dépendra largement de l'efficacité de nos efforts de vente et de commercialisation, à l'échelle nationale et mondiale. La vente et la commercialisation sont effectuées pour une grande part par une équipe interne dont le dynamisme est à la base de notre succès. Nous avons investi dans notre force de vente et continuerons d'y investir massivement, et prévoyons, par conséquent, que nos effectifs de vente continueront de grandir grâce à ces investissements. En complément à cette stratégie, nous avons commencé à investir dans la génération de clients potentiels dirigée par des tiers externes, en particulier sur nos marchés américains et les commerçants et restaurateurs affichant un VTB annuel élevé et ayant des besoins complexes. Dans certains cas, nous avons complété cette approche avec des équipes de vente sur le terrain.+

Rétention et engagement du personnel qualifié

Notre succès futur dépend, en partie, de notre capacité à continuer d'attirer et de maintenir en poste du personnel hautement qualifié. Notre capacité à dénicher, à embaucher, à former, à obtenir l'engagement et à maintenir en poste du personnel qualifié aura une incidence directe sur notre capacité à maintenir et à faire croître nos activités, et les efforts déployés en ce sens exigeront du temps, des dépenses et de l'attention considérables. Notre capacité à continuer d'attirer et de maintenir en poste du personnel hautement qualifié, en particulier des employés possédant des compétences techniques et d'ingénierie et des employés comptant une vaste expérience dans la conception et le développement de logiciels et de services liés à l'internet, sera essentielle à notre succès futur, et la demande pour ce type de talents est élevée, tout comme la concurrence. Nous dépendons également dans une large mesure de nos effectifs de vente directe pour attirer de nouveaux clients et accroître les ventes auprès des clients existants. La concurrence est vive pour le personnel de vente possédant les compétences et les connaissances techniques dont nous avons besoin. Notre capacité à réaliser une croissance importante des produits des activités ordinaires dépendra, en grande partie, de notre capacité à recruter, à former et à fidéliser un nombre suffisant de représentants des ventes pour soutenir notre croissance. Bien que nous ayons émis par le passé des options, des unités d'actions restreintes et d'autres attributions de titres de capitaux propres comme éléments clés de notre rémunération globale et de nos efforts visant à attirer et à fidéliser des employés, et que nous ayons l'intention de continuer à en émettre, nous sommes tenus aux termes des IFRS de comptabiliser une charge de rémunération à base d'actions dans nos résultats d'exploitation au titre de la rémunération à base d'actions des employés aux termes de nos programmes d'attributions de titres de capitaux propres, ce qui pourrait accroître la pression pour limiter la rémunération à base d'actions. Se reporter au facteur de risque « Si nous ne réussissons pas à embaucher, à garder et à motiver un personnel compétent, notre entreprise en souffrira. » dans notre notice annuelle pour un complément d'information.

Ventes à l'échelle mondiale

La demande mondiale de notre plateforme continuera de s'accroître, car les PME sont à la recherche de solutions de bout en bout avec des capacités omnicanales qui leur permettront de prospérer et de réussir dans un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Nous estimons donc que nos possibilités de croissance à l'échelle mondiale sont importantes. En prévision de cette demande éventuelle, nous avons investi et prévoyons continuer d'investir avec opportunisme dans le personnel et la commercialisation, et faire des acquisitions stratégiques pour soutenir notre croissance mondiale. Pour chaque nouveau pays où nous prenons de l'expansion ou cherchons à en prendre, nous nous concentrons sur la compréhension des besoins du marché local et investissons pour établir des relations et développer nos produits, tout en acquérant une compréhension des cadres réglementaires et de conformité locaux applicables, et en nous y conformant.

Caractère saisonnier

Nous sommes d'avis que les produits tirés du traitement des transactions constitueront encore une proportion croissante de la composition totale de nos produits en raison de l'adoption continue par nos clients de nos solutions de paiement. Nous nous attendons à ce que nos résultats trimestriels reflètent de plus en plus un caractère saisonnier. Nous nous attendons à ce

que, de manière générale, nos produits des activités ordinaires continuent d'afficher une corrélation accrue avec le VTB traité par nos clients utilisant notre plateforme.

Monnaies étrangères

Les fluctuations des taux de change peuvent avoir une incidence négative sur nos résultats d'exploitation. Notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle sont le dollar américain. La plus grande partie de nos produits des activités ordinaires et de nos dépenses est libellée en dollars américains. Les fluctuations des taux de change ont eu et peuvent continuer d'avoir un effet négatif sur nos produits des activités ordinaires, car les abonnements à notre logiciel sont généralement facturés dans la monnaie locale du pays où se trouve le client, et le VTSPB sous-jacent (dont nous tirons les produits tirés du traitement des transactions) devrait également être libellé dans la monnaie locale. Si une part importante de nos produits des activités ordinaires était libellée dans une monnaie étrangère, tout raffermissement du dollar américain entraînerait un recul de nos produits des activités ordinaires une fois nos produits des activités ordinaires convertis en dollars américains. Notre siège social et une partie importante de nos employés sont situés au Canada, avec d'autres effectifs en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Une partie importante de nos dépenses est libellée en dollars canadiens et en euros, et une partie moindre, en d'autres monnaies. Par conséquent, nos charges pourraient subir les contrecoups d'une dépréciation du dollar américain par rapport à ces monnaies, principalement le dollar canadien et l'euro.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons adopté un programme de couverture pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les flux de trésorerie et les charges futurs au moyen de contrats de change à terme que nous avons désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Notre programme de couverture n'atténue pas l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos produits des activités ordinaires. Nous n'avons pas conclu de contrats de change à terme à l'égard de toutes les monnaies dans lesquelles nous exerçons actuellement nos activités, mais nous pouvons, à l'occasion, conclure d'autres contrats de change à terme à l'égard d'autres monnaies étrangères. La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où la valeur de la monnaie étrangère applicable fluctue par rapport au dollar américain, l'utilisation de couvertures pourrait entraîner des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Rien ne garantit que nos stratégies de couverture, le cas échéant, seront efficaces ou que nous serons en mesure de conclure des contrats de change à terme à des conditions satisfaisantes. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, qui peut être consultée sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour obtenir une analyse des fluctuations des taux de change.

Poursuite des acquisitions stratégiques

En complément à nos stratégies de croissance interne, nous avons adopté une approche basée sur des acquisitions ciblées et opportunes, avons identifié des acquisitions qui nous permettraient d'accélérer le développement de notre produit, et avons accru notre pénétration du marché, développé des marchés verticaux et créé de la valeur pour nos actionnaires. Depuis la création de la Société, nous avons développé une expertise importante en vente et en commercialisation et nous la mettons à profit pour faciliter notre croissance continue à l'échelle mondiale, tant sur le plan de la croissance interne que sur celui de l'intégration des entreprises acquises.

Compte tenu de notre expérience et de notre envergure, nous sommes d'avis que nous sommes bien positionnés pour poursuivre notre croissance interne à l'échelle mondiale et nos acquisitions stratégiques. Toutefois, ces acquisitions et ces investissements pourraient détourner l'attention de la direction et entraîner des difficultés opérationnelles en l'absence d'une réalisation et d'une intégration adéquates et en temps opportun, ou autrement perturber notre fonctionnement ou avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière, que ces acquisitions et ces investissements soient ou non réalisés.

Dépréciation du goodwill

Nous avons comptabilisé une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie et pourrions comptabiliser d'autres charges de dépréciation, ce qui aurait une incidence négative sur nos résultats d'exploitation. Nous comptabilisons la dépréciation du goodwill conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*, qui exige notamment que le goodwill soit soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2022, les conditions macroéconomiques ont changé et le cours de notre action et notre capitalisation boursière ont diminué. Ces facteurs ont entraîné un excédent de la

valeur comptable de notre actif net sur notre capitalisation boursière au 31 décembre 2022, ce qui a mené à la réalisation d'un test de dépréciation du goodwill de la Société pour notre secteur opérationnel (le « secteur »), à savoir le niveau auquel la direction effectue un suivi du goodwill. Le moment de ce test correspond également à celui de notre test de dépréciation annuel du goodwill. Notre test, en date du 31 décembre 2022, a entraîné une charge de dépréciation hors trésorerie liée au goodwill de 748,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, le multiple de la valeur finale ayant été touché négativement par les conditions macroéconomiques et la diminution du cours de notre action, et notre taux de croissance des produits a subi les effets négatifs de l'incidence macroéconomique sur les ventes de nos clients.

Si à l'avenir la valeur comptable du secteur était inférieure à sa valeur recouvrable, nous pourrions devoir comptabiliser une autre charge de dépréciation du goodwill dans nos résultats d'exploitation au cours de périodes futures, ce qui pourrait nuire à notre capacité d'atteindre la rentabilité. Le goodwill est plus sensible au risque de dépréciation si les résultats d'exploitation ou la conjoncture économique se détériorent. Nous sommes tenus d'effectuer notre prochain test de dépréciation du goodwill annuel le 31 décembre 2023, ou plus tôt si un événement déclencheur de dépréciation du goodwill survient avant cette date. Pour un complément d'information, se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice 2023.

Principaux éléments du résultat d'exploitation

Produits

Produits tirés des abonnements

Nous tirons des produits des abonnements essentiellement de la vente d'abonnements à nos solutions logicielles. Nous offrons des plans tarifaires conçus pour répondre aux besoins de nos clients actuels et futurs qui permettent à nos solutions de s'adapter aux clients tout au long de leur croissance. Nos plans d'abonnement sont assortis d'une durée de un mois, de un an ou de plusieurs années. Les plans d'abonnement à nos solutions infonuagiques comprennent les services d'entretien et de soutien. Les clients achètent des plans d'abonnement directement auprès de nous ou par l'intermédiaire de nos partenaires de distribution. Outre les abonnements de base susmentionnés, les clients peuvent acheter des services supplémentaires comme les services de livraison, d'analyse poussée, de comptabilité et de gestion des stocks. De plus, nous tirons des produits des ententes de partage de produits conclues avec nos partenaires.

Produits tirés du traitement des transactions

Nous tirons des produits du traitement des transactions en fournissant à nos clients la fonctionnalité permettant d'accepter les paiements des consommateurs. Ces produits se présentent sous la forme de frais de transaction, et représentent un pourcentage du VTB traité grâce aux solutions que nous offrons. Nos produits tirés du traitement des transactions proviennent de nos solutions de paiement et de nos ententes de partage de produits conclues avec nos partenaires de paiement intégré. Les ententes de partage de produits sont majoritairement antérieures à la disponibilité de Lightspeed Payments et résultent également de flux de revenus hérités de certaines de nos acquisitions. Puisque nous n'agissons pas en tant que partie principale dans le cadre de ces ententes, nous comptabilisons les produits tirés de ces flux au montant net que nous conservons conformément aux IFRS. Cela signifie également que nous touchons en général un produit moindre que ce que nous obtiendrions si les paiements étaient traités au moyen de nos propres solutions de paiement, puisque nous avons un contrôle moindre sur la relation client sous-jacente. Nous avons également été en mesure, à de nombreuses occasions, de mettre à profit notre envergure accrue pour renégocier nos ententes avec nos partenaires de paiement et ainsi obtenir de meilleurs résultats de paiement dans l'ensemble. En outre, nous avons conclu des ententes avec de nombreux tiers fournisseurs qui vendent des produits à des clients qui sont également clients de la Société. Nous orientons ces clients vers ces fournisseurs et percevons ainsi des frais d'indication de clients. Nous tirons également des produits de Lightspeed Capital, un programme d'avances de fonds aux commerçants dans le cadre duquel nous achetons un montant désigné de créances futures à escompte, et le client nous remet un pourcentage fixe de ses ventes quotidiennes jusqu'à ce que le solde ait été entièrement remis.

Nos solutions de paiement permettent à nos clients d'accepter des paiements électroniques en magasin au moyen de terminaux connectés et de services en ligne. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos solutions de paiement sont désormais accessibles à la majorité de nos emplacements

clients. L'offre d'une fonctionnalité de paiement intégrée est hautement complémentaire à la plateforme que nous offrons à nos clients aujourd'hui et nous permettra de monétiser une plus grande part des 87,1 G\$ du VTB traité au cours de l'exercice 2023.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Ces produits sont généralement des produits non récurrents liés à la vente de matériel informatique auquel nos solutions sont intégrées et à la vente de services professionnels soutenant l'installation et la mise en place de nos solutions. Nous tirons des produits de la vente de matériel périphérique de points de vente comme les tablettes, les terminaux à accès direct pour les clients, les imprimantes de reçus, le matériel de mise en réseau, les tiroirs-caisses, les terminaux de paiement, les serveurs, les supports, les lecteurs de codes à barres et un assortiment d'accessoires.

Même si nos solutions logicielles sont destinées à devenir des solutions clés en main qui peuvent être utilisées par le client dès leur livraison, nous fournissons des services professionnels aux clients dans certaines circonstances sous la forme d'installations et d'implantation sur place. Ces services d'implantation sont généralement fournis par notre équipe d'intégration interne ou un réseau de partenaires certifiés. De plus, nous percevons à l'occasion des frais non récurrents pour des travaux d'intégration réalisés dans le cadre de certains partenariats stratégiques.

Coût direct des produits

Coût des produits tirés des abonnements

Le coût des produits tirés des abonnements se compose principalement des salaires et autres frais liés au personnel pour un sous-groupe de l'équipe de soutien, des coûts liés à l'infrastructure d'hébergement pour nos services et de certains coûts indirects imputés au siège social. Les principales charges comprennent les coûts de notre service de soutien, y compris le total des salaires et avantages sociaux, la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, les coûts liés à la capacité du centre de données, les honoraires professionnels et les coûts directs payés à des tiers, notamment ceux liés à notre soutien à la clientèle et aux redevances et les montants payés à des tiers fournisseurs de services infonuagiques.

Coût des produits tirés du traitement des transactions

Le coût des produits tirés du traitement des transactions se compose principalement des coûts directs engagés lorsque les transactions sont traitées avec nos solutions de paiement, des coûts directs liés à notre programme d'avances de fonds aux commerçants, des salaires et autres frais liés au personnel pour un sous-groupe de l'équipe de soutien, qui comprennent la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, et certains coûts indirects imputés au siège social. Les coûts directs comprennent les frais d'interchange et d'évaluation de réseau, les frais de traitement, ainsi que les frais de règlement bancaires des tiers fournisseurs de services de traitement de paiement et des institutions financières participant au règlement.

Coût des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Le coût de ces produits comprend les coûts liés à nos solutions de matériel comme le coût d'acquisition des stocks de matériel informatique, notamment le prix d'achat du matériel, les charges liées aux tiers fournisseurs de services de traitement des commandes, les frais d'expédition et de manutention et les rajustements de stocks, les charges liées aux coûts des services professionnels fournis aux clients, les salaires et autres frais liés au personnel, qui comprennent la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, ainsi que les autres coûts indirects imputés au siège social.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se composent des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, en ce qui concerne les charges au titre des finances, de la comptabilité, des services juridiques, des services administratifs, des ressources humaines et des services financiers.

Ils comprennent également des charges au titre des technologies de l'information, des systèmes d'information, de la sécurité de l'information et des données de l'entreprise sur les employés, qui sont partiellement imputées à la recherche et au développement, aux ventes et à la commercialisation et au coût direct des produits. Les frais généraux et administratifs se composent également d'autres frais professionnels, des coûts liés à des transactions réalisées dans le cadre de nos acquisitions, des coûts relatifs aux litiges, des frais liés aux systèmes internes, ainsi que d'autres charges liées au siège social. À titre de société cotée en bourse aux États-Unis, il est coûteux pour nous d'obtenir une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants, et nous continuons de devoir gérer les compromis entre l'acceptation d'une couverture réduite ou l'engagement de coûts plus élevés pour conserver ou élargir notre couverture, bien que les modifications apportées aux lois et aux règlements régissant la couverture d'assurance pour les sociétés domiciliées au Québec aient eu une incidence favorable sur certaines de nos primes. Nous nous attendons à ce que, à long terme, les frais généraux et administratifs diminuent en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous focalisons sur les procédés, les systèmes et les contrôles afin que les fonctions de soutien interne soient proportionnelles à l'expansion de nos activités.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement se composent principalement des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, en ce qui concerne les fonctions liées aux produits, soit la gestion des produits, le développement des activités principales, les données, la conception et le développement des produits, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous continuons de concentrer nos initiatives de recherche et développement sur l'ajout de nouvelles caractéristiques et solutions, outre l'expansion des fonctionnalités et le rehaussement de la convivialité de notre plateforme. Ces frais ont généré des crédits d'impôt en provenance principalement du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (« RS&DE ») et du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques, soit les « crédits d'impôt RS&DE » et le « crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques ». Même si les crédits d'impôt pour les affaires électroniques sont pour la plupart remboursables, une partie est non remboursable et reportée en avant pour réduire le passif d'impôt exigible au Québec. Pour leur part, les crédits d'impôt RS&DE ne sont pas remboursables et sont reportés en avant pour réduire le passif d'impôt exigible au palier fédéral. Étant donné les pertes récentes de la Société au Canada, les crédits d'impôt RS&DE et les crédits d'impôt pour le développement des affaires électroniques non remboursables n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers. Quand ils le seront, ils réduiront les frais de recherche et développement. Nous nous attendons à ce que les frais de recherche et développement baissent par rapport au total des produits à mesure que nous réaliserons des économies d'échelle supplémentaires grâce à notre expansion, ce qui ne saurait se produire dans l'immédiat, cependant, étant donné que nous nous employons encore à élargir notre groupe de technologie pour l'adapter à la croissance prévue. La Société comptabilise les frais de développement interne comme des immobilisations incorporelles uniquement lorsque certains critères sont remplis (se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

Vente et commercialisation

Les frais de vente et de commercialisation se composent principalement des coûts de vente et de commercialisation, des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, pour l'expansion des ventes et des affaires et de la mise en marché. Les autres coûts de vente et de commercialisation comprennent les coûts d'acquisition de nouveaux clients, les frais de déplacement, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous entendons poursuivre l'expansion des initiatives de vente et de commercialisation en vue d'attirer de nouveaux commerçants, de conserver les commerçants actuels et d'augmenter les produits tirés des clients nouveaux et actuels. Au fil du temps, nous nous attendons à ce que diminuent les frais de vente et de commercialisation exprimés en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous réalisons les économies d'échelle grâce à notre expansion et que nos ventes de produits, y compris nos solutions de paiement, à notre clientèle existante augmentent.

Rémunération liée à des acquisitions

La charge de rémunération liée à des acquisitions représente la partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi ou de service continu de certains membres du personnel clés desdites entreprises acquises,

ou de l'atteinte de certains critères de performance. Cette partie du prix d'achat est amortie sur la période de service pertinente pour ces membres du personnel clés.

Résultats d'exploitation

Le tableau ci-après présente nos états consolidés du résultat net pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 mars		31 mars	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Abonnements	76 215	70 542	298 763	248 430
Traitement des transactions	99 568	66 729	399 552	264 044
Matériel informatique et autres produits	8 445	9 287	32 191	35 898
Total des produits	184 228	146 558	730 506	548 372
Coût direct des produits				
Abonnements	19 036	20 657	80 064	72 192
Traitement des transactions	66 539	43 822	271 035	159 432
Matériel informatique et autres produits	11 692	12 426	47 446	45 575
Total du coût des produits	97 267	76 905	398 545	277 199
Marge brute	86 961	69 653	331 961	271 173
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	22 139	28 240	105 939	95 253
Recherche et développement	30 805	36 837	140 442	121 150
Vente et commercialisation	56 884	67 388	250 371	216 659
Amortissement des immobilisations corporelles	1 735	1 789	5 471	4 993
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 025	2 032	8 244	7 743
Perte (profit) de change	297	29	(199)	611
Rémunération liée à des acquisitions	5 746	20 433	41 792	50 491
Amortissement des immobilisations incorporelles	24 620	26 151	101 546	91 812
Restructuration	25 549	606	28 683	803
Dépréciation du goodwill	—	—	748 712	—
Total des charges d'exploitation	169 800	183 505	1 431 001	589 515
Perte d'exploitation	(82 839)	(113 852)	(1 099 040)	(318 342)
Produit d'intérêts net	9 654	1 014	24 812	2 988
Perte avant impôt sur le résultat	(73 185)	(112 838)	(1 074 228)	(315 354)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	1 651	282	2 469	1 103
Différé	(368)	1 397	(6 688)	(28 024)
Total de la charge (du produit) d'impôt	1 283	1 679	(4 219)	(26 921)
Perte nette	(74 468)	(114 517)	(1 070 009)	(288 433)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,49)	(0,77)	(7,11)	(2,04)

Le tableau ci-après présente la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, incluses dans les résultats d'exploitation pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Coût direct des produits	835	2 149	6 945	6 345
Frais généraux et administratifs	3 533	10 736	33 963	26 377
Recherche et développement	4 491	10 319	35 504	29 705
Vente et commercialisation	7 108	18 421	47 255	46 639
Restructuration	5 637	—	5 637	—
Total de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent	21 604	41 625	129 304	109 066

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, compte non tenu d'un montant de 5 637 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions qui a été classé dans la restructuration, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée respectivement à 15 685 \$ et à 123 530 \$ (charges de 41 934 \$ et de 108 916 \$, respectivement, en mars 2022) et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à des charges de 282 \$ et de 137 \$ (produit de 309 \$ et charge de 150 \$, respectivement, en mars 2022).

La hausse de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent pour l'exercice 2023 s'explique principalement par l'émission d'options sur actions et d'attributions aux employés actuels et nouveaux, notamment les employés issus de nos récentes acquisitions, notre chef de la direction, notre chef de l'exploitation et notre chef des finances en lien avec leur nomination respective à ces postes vers la fin de l'exercice 2022, ainsi qu'aux dirigeants et au personnel clés à titre d'incitatifs de rétention, dans un marché de l'emploi concurrentiel. La diminution de la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent au cours du trimestre clos le 31 mars 2023 s'explique principalement par les déchéances d'attributions aux employés qui étaient incluses dans la restructuration au cours du trimestre et par une réduction du nombre d'UAFR émises aux fondateurs de NuORDER au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Résultats d'exploitation pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022

Produits

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produits								
Abonnements	76 215	70 542	5 673	8,0	298 763	248 430	50 333	20,3
Traitement des transactions	99 568	66 729	32 839	49,2	399 552	264 044	135 508	51,3
Matériel informatique et autres produits	8 445	9 287	(842)	(9,1)	32 191	35 898	(3 707)	(10,3)
Total des produits	184 228	146 558	37 670	25,7	730 506	548 372	182 134	33,2
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires								
Abonnements	41,4 %	48,1 %			40,9 %	45,3 %		
Traitement des transactions	54,0 %	45,5 %			54,7 %	48,2 %		
Matériel informatique et autres produits	4,6 %	6,4 %			4,4 %	6,5 %		
Total	100 %	100 %			100 %	100 %		

Produits tirés des abonnements

Les produits tirés des abonnements ont augmenté de 5,7 M\$, ou 8 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2023, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de notre base d'abonnés, compte tenu des emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année, à l'adoption de nos nouvelles solutions phares et au nombre croissant de clients adoptant des modules complémentaires à notre plateforme. L'augmentation des produits des activités ordinaires a été neutralisée par la dépréciation des autres monnaies par rapport au dollar américain au cours du trimestre.

Les produits tirés des abonnements ont augmenté de 50,3 M\$, ou 20 %, pour l'exercice 2023, comparativement à l'exercice 2022. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de notre base d'abonnés, compte tenu des emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année, des clients ajoutés dans le cadre des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, à l'adoption de nos nouvelles solutions phares et au nombre croissant de clients adoptant des modules complémentaires à notre plateforme. L'augmentation des produits des activités ordinaires a été neutralisée par la dépréciation des autres monnaies par rapport au dollar américain au cours de la période.

Produits tirés du traitement des transactions

Les produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 32,8 M\$, ou 49 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2023, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. L'augmentation est principalement attribuable à l'adoption soutenue de nos solutions de paiement qui a mené à une augmentation du VTSPB, lequel est passé de 2,2 G\$ à 3,8 G\$, pour une croissance de 70 %.

Les produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 135,5 M\$, ou 51 %, pour l'exercice 2023, comparativement à l'exercice 2022. L'augmentation est principalement attribuable à l'adoption soutenue de nos solutions de paiement qui a mené à une augmentation du VTSPB, lequel est passé de 8,1 G\$ à 14,7 G\$, pour une croissance de 81 %.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, les produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits ont été inférieurs de 0,8 M\$, ou 9 %, à ceux du trimestre clos le 31 mars 2022 en raison des réductions de prix et des incitatifs supplémentaires consentis au cours du trimestre clos le 31 mars 2023 afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité. La baisse des taux de change des monnaies autres que le dollar américain au cours du trimestre a également contribué à la diminution des produits des activités ordinaires.

Pour l'exercice 2023, les produits tirés du matériel informatique et autres produits ont été inférieurs de 3,7 M\$, ou 10 %, à ceux de l'exercice 2022 en raison des réductions de prix et des incitatifs supplémentaires consentis au cours de l'exercice 2023 afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité. La baisse des taux de change des monnaies autres que le dollar américain au cours de la période a également contribué à la diminution des produits des activités ordinaires.

Coût direct des produits

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coût direct des produits								
Abonnements	19 036	20 657	(1 621)	(7,8)	80 064	72 192	7 872	10,9
Traitement des transactions	66 539	43 822	22 717	51,8	271 035	159 432	111 603	70,0
Matériel informatique et autres produits	11 692	12 426	(734)	(5,9)	47 446	45 575	1 871	4,1
Coût total des produits	97 267	76 905	20 362	26,5	398 545	277 199	121 346	43,8
En pourcentage des produits des activités ordinaires								
Abonnements	25,0 %	29,3 %			26,8 %	29,1 %		
Traitement des transactions	66,8 %	65,7 %			67,8 %	60,4 %		
Matériel informatique et autres produits	138,4 %	133,8 %			147,4 %	127,0 %		
Total	52,8 %	52,5 %			54,6 %	50,5 %		

Coût des produits tirés des abonnements

Le coût des produits tirés des abonnements pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a diminué de 1,6 M\$, ou 8 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. Le coût des produits tirés des abonnements du trimestre clos le 31 mars 2023 comprend une rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 0,7 M\$, comparativement à 1,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Le reste de la baisse de 0,6 M\$ est principalement imputable à une diminution de 2,0 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, contrebalancée par une hausse de 0,9 M\$ des frais d'hébergement associée à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, compte tenu des emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année, à un accroissement de 0,3 M\$ des redevances et à une augmentation de 0,2 M\$ des honoraires professionnels et autres charges.

Le coût des produits tirés des abonnements pour l'exercice 2023 a augmenté de 7,9 M\$, ou 11 %, comparativement à l'exercice 2022. Le coût des produits tirés des abonnements de l'exercice 2023 comprend une rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 5,7 M\$, comparativement à 5,0 M\$ pour l'exercice 2022. Le reste de la hausse de 7,2 M\$ est principalement imputable à l'augmentation de 1,0 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, à la hausse de 3,7 M\$ des frais d'hébergement associée à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, compte tenu des emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année et des emplacements clients ajoutés dans le cadre des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, à un accroissement de 1,6 M\$ des redevances et à une augmentation de 0,9 M\$ des honoraires professionnels et autres charges.

Coût des produits tirés du traitement des transactions

Le coût des produits tirés du traitement des transactions pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a augmenté de 22,7 M\$, ou 52 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. L'augmentation est essentiellement attribuable aux coûts directs liés à la hausse des produits tirés de nos solutions de paiement par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022.

Le coût des produits tirés du traitement des transactions pour l'exercice 2023 a augmenté de 111,6 M\$, ou 70 %, comparativement à l'exercice 2022. L'augmentation est essentiellement attribuable aux coûts directs liés à la hausse des produits tirés de nos solutions de paiement par rapport à l'exercice 2022.

Coût des produits tirés du matériel informatique et autres produits

Le coût direct des produits tirés du matériel informatique et autres produits pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a diminué de 0,7 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022, essentiellement en raison de la baisse de 0,2 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel et de la diminution de 0,6 M\$ des coûts du matériel informatique pour la période. Les marges négatives sont attribuables aux réductions de prix et aux incitatifs consentis afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité.

Le coût direct des produits tirés du matériel informatique et autres produits pour l'exercice 2023 a augmenté de 1,9 M\$, ou 4 %, par rapport à l'exercice 2022, essentiellement en raison de la hausse de 1,0 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel et de l'augmentation de 1,0 M\$ des coûts du matériel informatique pour la période. Les marges négatives sont attribuables aux réductions de prix et aux incitatifs consentis afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité.

Marge brute

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Marge brute	86 961	69 653	17 308	24,8	331 961	271 173	60 788	22,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	47,2 %	47,5 %			45,4 %	49,5 %		

La marge brute a augmenté de 17,3 M\$, ou 25 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2023 comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. L'augmentation s'explique principalement par la croissance de nos produits tirés des abonnements et de nos produits tirés du traitement des transactions, qui est attribuable à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, compte tenu des emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année, par l'adoption de nos nouvelles solutions phares, ainsi que par un accroissement du VTB traité par les clients utilisant notre plateforme. Une plus grande proportion des produits tirés du traitement des transactions au trimestre clos le 31 mars 2023 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022 a eu pour effet de réduire la marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires. Notre marge brute a bénéficié d'économies de 0,8 M\$ au titre des salaires et autres frais liés au personnel découlant de la restructuration que nous avons annoncée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023.

La marge brute a augmenté de 60,8 M\$, ou 22 %, pour l'exercice 2023 comparativement à l'exercice 2022. L'augmentation s'explique principalement par la croissance de nos produits tirés des abonnements et de nos produits tirés du traitement des transactions, qui est attribuable à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, compte tenu des emplacements clients traitant un montant supérieur à 500 000 \$ par année, par l'adoption de nos nouvelles solutions phares, par un accroissement du VTB traité par les clients utilisant notre plateforme, ainsi que par l'incidence des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, facteurs en partie contrebalancés par les marges plus faibles sur les produits tirés du matériel informatique et autres produits. Une plus grande proportion des produits tirés du traitement des transactions à l'exercice 2023 par rapport à l'exercice 2022 a eu pour effet de réduire la marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Frais généraux et administratifs	22 139	28 240	(6 101)	(21,6)	105 939	95 253	10 686	11,2
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	12,0 %	19,3 %			14,5 %	17,4 %		

Les frais généraux et administratifs pour le trimestre clos le 31 mars 2023 ont diminué de 6,1 M\$, ou 22 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 3,5 M\$, des frais liés aux transactions de 2,3 M\$ et un montant de 0,2 M\$ au titre des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, comparativement à 10,7 M\$, à 0,6 M\$ et à 0,6 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, les frais généraux et administratifs ont diminué de 0,3 M\$ en raison de la diminution de 0,3 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, notamment des économies de 1,0 M\$ découlant de la restructuration annoncée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, d'une baisse de 0,7 M\$ des honoraires professionnels et autres charges, et d'une diminution de 0,7 M\$ de la couverture d'assurance des administrateurs et des dirigeants, facteurs contrebalancés par une hausse de 1,4 M\$ des créances douteuses qui devrait découler de la croissance de nos produits des activités ordinaires et de notre programme d'avances de fonds aux commerçants. Nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 19 % pour le trimestre clos le 31 mars 2022 à 12 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023.

Les frais généraux et administratifs pour l'exercice 2023 ont augmenté de 10,7 M\$, ou 11 %, par rapport à l'exercice 2022. Pour l'exercice 2023, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 34,0 M\$, des frais liés aux transactions de 5,1 M\$ et un montant de 1,4 M\$ au titre des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, comparativement à 26,4 M\$, à 8,4 M\$ et à 1,7 M\$, respectivement, pour l'exercice 2022. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 6,7 M\$ en raison de l'accroissement de 7,1 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, dont une tranche de 0,2 M\$ est liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, et d'une hausse de 2,6 M\$ des créances douteuses, ce qui a été compensé par une diminution de 2,1 M\$ de la couverture d'assurance des administrateurs et des dirigeants, et une baisse de 0,9 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 17 % pour l'exercice 2022 à 15 % pour l'exercice 2023.

Recherche et développement

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Recherche et développement	30 805	36 837	(6 032)	(16,4)	140 442	121 150	19 292	15,9
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	16,7 %	25,1 %			19,2 %	22,1 %		

Les frais de recherche et développement pour le trimestre clos le 31 mars 2023 ont diminué de 6,0 M\$, ou 16 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 4,5 M\$, comparativement à 10,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, les frais de recherche et développement ont diminué de 0,2 M\$ en raison de la baisse de 1,1 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, notamment des économies de 2,2 M\$ découlant de la restructuration annoncée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023 neutralisées par une hausse des salaires et autres frais liés au personnel pour les employés développant nos produits phares, et d'une diminution de 0,4 M\$ des frais d'hébergement, facteurs contrebalancés par une hausse de 1,3 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais de recherche et développement en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 25 % pour le trimestre clos le 31 mars 2022 à 17 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023.

Les frais de recherche et développement pour l'exercice 2023 ont augmenté de 19,3 M\$, ou 16 %, par rapport à l'exercice 2022. Pour l'exercice 2023, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 35,5 M\$, comparativement à 29,7 M\$ pour l'exercice 2022. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, les frais de recherche et développement ont augmenté de 13,5 M\$ en raison de la hausse de 6,9 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, dont une tranche de 5,1 M\$ est liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, d'une augmentation de 0,4 M\$ des frais d'hébergement et d'une hausse de 6,2 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais de recherche et développement en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 22 % pour l'exercice 2022 à 19 % pour l'exercice 2023.

Vente et commercialisation

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Vente et commercialisation	56 884	67 388	(10 504)	(15,6)	250 371	216 659	33 712	15,6
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	30,9 %	46,0 %			34,3 %	39,5 %		

Les frais de vente et de commercialisation pour le trimestre clos le 31 mars 2023 ont diminué de 10,5 M\$, ou 16 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 7,1 M\$ et des frais liés aux transactions de néant, comparativement à 18,4 M\$ et à 0,3 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent et des frais liés aux transactions, les frais de vente et de commercialisation ont augmenté de 1,1 M\$ en raison de la hausse des salaires et autres frais liés au personnel de 5,3 M\$, notamment des économies de 2,0 M\$ découlant de la restructuration annoncée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, neutralisées par une hausse des salaires et autres frais liés au personnel incluant les employés vendant nos produits phares, facteur compensé par une baisse de 0,1 M\$ des honoraires professionnels et autres charges et une

diminution de 4,1 M\$ des autres investissements en vente et commercialisation. Nos frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 46 % pour le trimestre clos le 31 mars 2022 à 31 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023.

Les frais de vente et de commercialisation pour l'exercice 2023 ont augmenté de 33,7 M\$, ou 16 %, comparativement à l'exercice 2022. Pour l'exercice 2023, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 47,3 M\$ et des frais liés aux transactions de 0,7 M\$, comparativement à 46,6 M\$ et à 1,2 M\$, respectivement, pour l'exercice 2022. Compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent et des frais liés aux transactions, les frais de vente et de commercialisation ont augmenté de 33,6 M\$ en raison de la hausse de 22,2 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, dont une tranche de 5,3 M\$ est liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, d'un montant de 7,4 M\$ pour d'autres investissements en vente et commercialisation comme la publicité et la hausse des dépenses en lien avec celle-ci et les foires commerciales, d'un montant de 3,3 M\$ lié à notre conférence annuelle à l'intention des représentants, des partenaires et des clients qui s'est tenue en mode virtuel au cours de la période correspondante précédente et à nouveau en présentiel au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, et d'une augmentation des honoraires professionnels et autres charges de 0,7 M\$. Nos frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 40 % pour l'exercice 2022 à 34 % pour l'exercice 2023.

Amortissement

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 735	1 789	(54)	(3,0)	5 471	4 993	478	9,6
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 025	2 032	(7)	(0,3)	8 244	7 743	501	6,5
	3 760	3 821	(61)	(1,6)	13 715	12 736	979	7,7
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	2,0 %	2,6 %			1,9 %	2,3 %		

L'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a diminué de 2 % par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022. La diminution de l'amortissement des immobilisations corporelles découle essentiellement des immobilisations entièrement amorties au cours des 12 derniers mois, contrebalancées par les entrées d'immobilisations corporelles. L'amortissement constant des actifs au titre de droits d'utilisation découle principalement de la conclusion de nouveaux contrats de location, contrebalancés par les résiliations de contrats de location au cours des 12 derniers mois.

L'amortissement des immobilisations corporelles pour l'exercice 2023 a augmenté de 0,5 M\$, ou 10 %, comparativement à l'exercice 2022. Cette hausse découle des entrées d'immobilisations corporelles effectuées au cours des 12 derniers mois. L'augmentation de 0,5 M\$, ou 6 %, de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation résulte principalement des contrats de location obtenus lors de l'acquisition de NuORDER et de la conclusion de nouveaux contrats de location, facteurs contrebalancés par les résiliations de contrats de location au cours des 12 derniers mois.

Perte (profit) de change

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Perte (profit) de change	297	29	268	924,1	(199)	611	(810)	(132,6)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,2 %	0,0 %			0,0 %	0,1 %		

La perte de change pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a augmenté par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022. L'écart de change est passé d'une perte de change pour l'exercice clos le 31 mars 2022 à un profit de change pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Les profits et pertes de change découlent de nos actifs et passifs financiers impayés libellés dans une monnaie autre que le dollar américain, notre monnaie fonctionnelle. Les éléments compris dans nos résultats d'exploitation sont évalués en dollars américains et les transactions en devises sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date des transactions ou lors de la réévaluation d'éléments, les profits et les pertes en résultant étant comptabilisés par la suite.

Rémunération liée à des acquisitions

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Rémunération liée à des acquisitions	5 746	20 433	(14 687)	(71,9)	41 792	50 491	(8 699)	(17,2)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	3,1 %	13,9 %			5,7 %	9,2 %		

La charge de rémunération liée à des acquisitions pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a diminué de 14,7 M\$, ou 72 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. La diminution est imputable à une baisse de la charge de rémunération différée en lien avec les acquisitions d'Ecwid et de NuORDER, qui ont toutes deux été partiellement réglées. La majeure partie de cette rémunération liée à des acquisitions se rapporte aux obligations d'emploi continu dans le cadre de certaines acquisitions. Cette rémunération liée à des acquisitions n'était pas incluse dans la contrepartie totale liée aux acquisitions, mais a plutôt été traitée comme une charge de rémunération liée à des acquisitions au titre des services postérieurs au regroupement.

La charge de rémunération liée à des acquisitions pour l'exercice 2023 a diminué de 8,7 M\$, ou 17 %, comparativement à l'exercice 2022. La diminution est imputable à une baisse de la charge de rémunération différée en lien avec les acquisitions de NuORDER, d'iKentoo, de Kounta et de Gastrofix, toutes réglées en partie ou en totalité, facteur contrebalancé par une charge de rémunération différée supplémentaire en lien avec Ecwid. La majeure partie de la rémunération liée à des acquisitions se rapporte aux obligations d'emploi continu dans le cadre de certaines acquisitions. Cette rémunération liée à des acquisitions n'était pas incluse dans la contrepartie totale liée aux acquisitions, mais a plutôt été traitée comme une charge de rémunération liée à des acquisitions au titre des services postérieurs au regroupement.

Amortissement des immobilisations incorporelles

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations incorporelles	24 620	26 151	(1 531)	(5,9)	101 546	91 812	9 734	10,6
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	13,4 %	17,8 %			13,9 %	16,7 %		

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a diminué de 1,5 M\$, ou 6 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2022. La baisse de l'amortissement est attribuable principalement aux immobilisations incorporelles que représentent les relations clients de Chronogolf et la technologie logicielle de Kounta et de Gastrofix, qui sont entièrement amorties au 31 mars 2023.

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour l'exercice 2023 a augmenté de 9,7 M\$, ou 11 %, comparativement à l'exercice 2022. La hausse de l'amortissement est principalement attribuable aux immobilisations incorporelles obtenues dans le cadre des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, facteur neutralisé par une diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles que représentent les relations clients de Chronogolf et les technologies logicielles de Kounta et de Gastrofix.

Restructuration

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Restructuration	25 549	606	24 943	4 116,0	28 683	803	27 880	3 472,0
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	13,9 %	0,4 %			3,9 %	0,1 %		

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance méthodique. Cette nouvelle structure représente la prochaine étape vers l'intégration des entreprises et produits acquis après le lancement réussi de nos produits phares dans les secteurs de la vente au détail et de l'hôtellerie. La réorganisation prévoit une réduction d'environ 300 postes. Nous prévoyons poursuivre l'embauche de personnel de base pour les postes clés de mise en marché et de développement qui permettent de générer une croissance méthodique. Les charges liées à ce plan de restructuration ont été comptabilisées à titre de frais de restructuration. Les charges de restructuration se composent d'indemnités de départ, des charges liées à l'accélération de la rémunération à base d'actions et des charges liées à l'accélération de la charge de rémunération liée à des acquisitions (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

Dépréciation du goodwill

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dépréciation du goodwill	—	—	—	0,0	748 712	—	748 712	100,0
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,0 %	0,0 %			102,5 %	0,0 %		

Un test de dépréciation du goodwill a été réalisé au 31 décembre 2022 au moyen du calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ce test a montré une charge de dépréciation hors trésorerie liée au goodwill de 748,7 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2022. Nous avons réévalué au 31 mars 2023 les hypothèses clés utilisées dans le test du 31 décembre 2022 et n'avons constaté aucune réduction du multiple de la valeur finale, aucune augmentation du taux d'actualisation, ni aucune diminution du taux de croissance des produits des activités ordinaires. Une réduction du multiple de la valeur finale, une augmentation du taux d'actualisation ou une diminution du taux de croissance des produits des activités ordinaires pourrait éventuellement entraîner d'autres pertes de valeur (se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

Autres produits

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produit d'intérêts net	9 654	1 014	8 640	852,1	24 812	2 988	21 824	730,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	5,2 %	0,7 %			3,4 %	0,5 %		

Le produit d'intérêts net représente le produit d'intérêts de 26,9 M\$ touché sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie au cours de l'exercice 2023, compensé par les intérêts courus sur les prélèvements de l'emprunt pour l'acquisition de Gastrofix en janvier 2020, ainsi que la charge d'intérêts sur les obligations locatives et la charge de rémunération liée à des acquisitions, charges qui, une fois combinées, totalisaient 2,1 M\$ pour l'exercice 2023. Le produit d'intérêts net pour l'exercice 2023 a augmenté de 21,8 M\$, ou 730 %, par rapport à l'exercice 2022 en raison d'une augmentation du produit d'intérêts gagné sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 21,0 M\$ liée à une hausse des taux d'intérêt et d'une diminution de la charge d'intérêts de 0,8 M\$ liée surtout au remboursement intégral du solde de notre emprunt à terme d'acquisition de soutien, le 6 juillet 2022.

Impôt sur le résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	Variation	2023	2022	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	1 651	282	1 369	485,5	2 469	1 103	1 366	123,8
Différé	(368)	1 397	(1 765)	(126,3)	(6 688)	(28 024)	21 336	(76,1)
Total de la charge (du produit) d'impôt	1 283	1 679	(396)	(23,6)	(4 219)	(26 921)	22 702	(84,3)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires								
Exigible	0,9 %	0,2 %			0,3 %	0,2 %		
Différé	(0,2)%	1,0 %			(0,9)%	(5,1)%		
Total	0,7 %	1,2 %			(0,6)%	(4,9)%		

La charge d'impôt pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a diminué de 0,4 M\$, ou 24 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2022. Cette baisse s'explique par la diminution de 1,8 M\$ de l'impôt différé, compensée par une hausse de 1,4 M\$ de la charge d'impôt exigible. La charge d'impôt exigible pour le trimestre clos le 31 mars 2023 découle principalement de l'impôt supplémentaire en lien avec l'une de nos acquisitions et de bénéfices imposables dans certaines filiales européennes. Le produit d'impôt différé pour le trimestre clos le 31 mars 2023 est principalement lié aux écarts temporaires sur la rémunération à base d'actions et à d'autres écarts temporaires déductibles, tandis que la charge d'impôt différé pour le trimestre clos le 31 mars 2022 était principalement liée à l'incidence de la comptabilisation d'un passif d'impôt différé en lien avec les immobilisations incorporelles acquises.

Le produit d'impôt différé pour l'exercice 2023 a diminué de 22,7 M\$, ou 84 %, par rapport à l'exercice 2022. La baisse découle essentiellement d'une diminution de 21,3 M\$ du produit d'impôt différé pour l'exercice 2023 par rapport à l'exercice 2022. Le produit d'impôt différé pour l'exercice 2022 était principalement lié à la comptabilisation d'un actif d'impôt différé sur les reports en avant de pertes pour compenser le passif d'impôt différé net de NuORDER et d'Ecwid lorsqu'elles se sont jointes au regroupement fiscal consolidé aux États-Unis de Lightspeed, tandis que le produit d'impôt différé de l'exercice 2023 est principalement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et à l'augmentation des reports en avant de pertes au cours de la période.

Principales informations financières annuelles

(en milliers de dollars américains, sauf les données par action)	Exercices clos les 31 mars		
	2023	2022	2021
	\$	\$	\$
Total des produits des activités ordinaires	730 506	548 372	221 728
Perte nette	(1 070 009)	(288 433)	(124 278)
Perte par action – de base et diluée	(7,11)	(2,04)	(1,18)
Total de l'actif	2 668 732	3 619 980	2 105 319
Total des passifs non courants	20 826	62 839	57 634

Se reporter à la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion pour plus de détails sur la variation d'un exercice à l'autre des produits des activités ordinaires et de la perte nette.

Total de l'actif

Comparaison de l'exercice 2023 et de l'exercice 2022

Le total de l'actif a diminué de 951,2 M\$, ou 26 %, entre l'exercice 2022 et l'exercice 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ayant compté pour 153,5 M\$ de la baisse en raison essentiellement du remboursement du solde de l'emprunt à terme d'acquisition de soutien de 30,0 M\$ et des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 125,3 M\$. Le goodwill a diminué de 753,7 M\$, par suite d'une charge de dépréciation hors trésorerie de 748,7 M\$ et d'une baisse de 5,0 M\$ au titre des écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger. Les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles ont respectivement compté pour 4,6 M\$ et 98,1 M\$ de la diminution, du fait surtout des amortissements comptabilisés au cours de la période. La diminution du total de l'actif a été compensée par une hausse de 38,6 M\$ des créances clients et autres débiteurs, principalement attribuable à l'augmentation des créances clients et des avances de fonds aux commerçants, et par la hausse des crédits d'impôt à la recherche et au développement à recevoir et des intérêts courus. La diminution du total de l'actif a aussi été contrebalancée par une hausse des autres actifs courants et non courants se chiffrant respectivement à 1,5 M\$ et à 10,1 M\$, liée essentiellement à une augmentation des commissions et des actifs contractuels et à un investissement à long terme de 1,5 M\$ dans un organisme soutenant le commerce local, à une augmentation des immobilisations corporelles de 3,0 M\$ et à une hausse des stocks de 5,3 M\$.

Comparaison de l'exercice 2022 et de l'exercice 2021

Le total de l'actif a augmenté de 1 514,7 M\$, ou 72 %, entre l'exercice clos le 31 mars 2021 (l'« exercice 2021 ») et l'exercice 2022, la trésorerie ayant compté pour 146,5 M\$ de la hausse en raison principalement de notre appel public à l'épargne d'août 2021, ce qui a été compensé par des sorties de trésorerie liées aux acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. Le goodwill a augmenté de 1 132,4 M\$ et les immobilisations incorporelles, de 175,1 M\$, déduction faite de l'amortissement et des écarts de change, en raison principalement des acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. Les créances clients et autres débiteurs ont compté pour 21,0 M\$ de l'accroissement, qui résulte principalement des débiteurs pris en charge dans le cadre de nos récentes acquisitions, d'une augmentation des montants à recevoir des vendeurs en lien avec nos acquisitions, notamment des actifs compensatoires et des ajustements de fonds de roulement, et de l'augmentation des créances clients et des avances de fonds aux commerçants découlant de la croissance de nos activités. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont compté pour 4,3 M\$ de l'augmentation, du fait surtout des contrats de location pris en charge lors des acquisitions et des autres nouveaux contrats de location conclus au cours de la période, les immobilisations corporelles, pour 8,1 M\$, en raison essentiellement d'une augmentation des améliorations locatives, les autres actifs à long terme, pour 9,9 M\$, et les stocks, pour 6,0 M\$. En outre, les autres actifs courants ont compté pour 11,4 M\$ de la hausse en raison de paiements versés d'avance au titre de la couverture d'assurance des administrateurs, des autres actifs obtenus dans le cadre de nos acquisitions ainsi que d'un dépôt versé dans le cadre de notre programme d'avances de fonds aux commerçants.

Total du passif

Comparaison de l'exercice 2023 et de l'exercice 2022

Le total des passifs a diminué de 49,4 M\$, ou 22 %, entre l'exercice 2022 et l'exercice 2023 du fait d'une baisse des passifs courants de 7,4 M\$ et d'une diminution des passifs non courants de 42,0 M\$. Les principales raisons expliquant la diminution des passifs courants sont un recul de la rémunération et des avantages à payer de 2,7 M\$, une diminution des obligations locatives de 1,0 M\$, une diminution des dettes fournisseurs de 2,3 M\$ et une réduction des créditeurs liés à des acquisitions de 5,2 M\$, facteurs contrebalancés par une augmentation des produits différés de 2,9 M\$. La diminution des passifs non courants s'explique surtout par le remboursement du solde de notre emprunt à terme d'acquisition de soutien de 30,0 M\$, une diminution de 4,5 M\$ des obligations locatives et une baisse de 6,8 M\$ du passif d'impôt différé.

Comparaison de l'exercice 2022 et de l'exercice 2021

Le total des passifs courants a augmenté de 44,5 M\$ entre l'exercice 2021 et l'exercice 2022. Les principales raisons de cette augmentation sont une hausse de 22,1 M\$ des produits différés, une augmentation de 13,3 M\$ des créditeurs et charges à payer, un accroissement de 2,5 M\$ des obligations locatives et une hausse de 6,6 M\$ du passif d'impôt exigible. La variation du passif courant découle en partie des acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid, et de la croissance de

la Société. Le total des passifs non courants a augmenté de 5,2 M\$ entre l'exercice 2021 et l'exercice 2022. Les principales raisons de cette augmentation sont une hausse de 5,5 M\$ du passif d'impôt différé et un accroissement de 2,5 M\$ des obligations locatives, facteurs compensés par une baisse de 0,7 M\$ des produits différés et une diminution de 2,1 M\$ des charges sociales à payer se rapportant à la rémunération à base d'actions.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau ci-après présente les principales données tirées des comptes de résultats trimestriels pour chacun des huit trimestres compris dans la période close le 31 mars 2023 conformément aux IFRS. Ces données doivent être lues en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes. Le résultat d'exploitation trimestriel n'est pas nécessairement représentatif du résultat d'exploitation pour un exercice complet ou pour une période future.

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2021	30 sept. 2021	31 déc. 2021	31 mars 2022	30 juin 2022	30 sept. 2022	31 déc. 2022	31 mars 2023
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	115 920	133 218	152 676	146 558	173 882	183 699	188 697	184 228
Coût direct des produits	58 347	68 272	73 675	76 905	96 357	102 230	102 691	97 267
Marge brute	57 573	64 946	79 001	69 653	77 525	81 469	86 006	86 961
Charges d'exploitation								
Frais généraux et administratifs	22 277	23 081	21 655	28 240	30 239	25 132	28 429	22 139
Recherche et développement	22 216	30 092	32 005	36 837	35 636	36 596	37 405	30 805
Vente et commercialisation	42 270	51 693	55 308	67 388	68 645	64 337	60 505	56 884
Amortissement des immobilisations corporelles	869	1 020	1 315	1 789	1 221	1 188	1 327	1 735
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 625	2 008	2 078	2 032	2 047	2 063	2 109	2 025
Perte (profit) de change	249	6	327	29	443	29	(968)	297
Rémunération liée à des acquisitions	2 014	9 032	19 012	20 433	17 103	12 653	6 290	5 746
Amortissement des immobilisations incorporelles	17 013	22 797	25 851	26 151	25 876	25 684	25 366	24 620
Restructuration	197	—	—	606	1 207	603	1 324	25 549
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	—	—	748 712	—
Total des charges d'exploitation	108 730	139 729	157 551	183 505	182 417	168 285	910 499	169 800
Perte d'exploitation	(51 157)	(74 783)	(78 550)	(113 852)	(104 892)	(86 816)	(824 493)	(82 839)
Produit d'intérêts net	226	719	1 029	1 014	2 007	4 851	8 300	9 654
Perte avant impôt sur le résultat	(50 931)	(74 064)	(77 521)	(112 838)	(102 885)	(81 965)	(816 193)	(73 185)
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	630	95	96	282	264	516	38	1 651
Différé	(2 224)	(15 072)	(12 125)	1 397	(2 353)	(2 538)	(1 429)	(368)
Total de la charge (du produit) d'impôt	(1 594)	(14 977)	(12 029)	1 679	(2 089)	(2 022)	(1 391)	1 283
Perte nette	(49 337)	(59 087)	(65 492)	(114 517)	(100 796)	(79 943)	(814 802)	(74 468)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,38)	(0,43)	(0,44)	(0,77)	(0,68)	(0,53)	(5,39)	(0,49)

Produits des activités ordinaires

L'ensemble de nos produits des activités ordinaires continue de croître à mesure qu'augmente notre clientèle mondiale et que nos clients actuels, notamment ceux avec un VTB élevé, adoptent nos différentes solutions. Le total de nos produits trimestriels a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2023) en raison principalement des hausses des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions des clients existants et nouveaux, y compris l'adoption accrue de nos solutions de paiement et d'autres services complémentaires, ainsi

que des acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. La diminution des produits des activités ordinaires au cours des trimestres clos les 31 mars 2022 et 2023 s'explique en grande partie par l'incidence du caractère saisonnier de nos activités sur nos produits des activités ordinaires, qui résulte de l'adoption accrue de notre solution de paiement et du fait que les produits tirés du traitement des transactions représentent une proportion de plus en plus importante de notre composition des produits. Le trimestre clos le 31 décembre est traditionnellement notre trimestre le plus fort en termes de produits tirés du traitement des transactions en raison de la période des Fêtes, tandis que le trimestre clos le 31 mars est traditionnellement notre trimestre affichant le plus faible VTB, ce qui explique la baisse séquentielle de nos produits pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2023 par rapport aux trimestres clos les 31 décembre 2021 et 2022, respectivement.

Coût direct des produits

Le total du coût direct des produits a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf pour le trimestre clos le 31 mars 2023). L'augmentation globale au cours des périodes présentées est principalement attribuable à la hausse des coûts associés au soutien d'un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, à l'accroissement du nombre de clients qui utilisent nos solutions de paiement puisque les coûts directs associés aux produits tirés du traitement de transactions sont plus élevés, ainsi qu'à la hausse correspondante résultant des acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. La diminution du coût direct des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2023 correspond à la baisse des produits des activités ordinaires au cours de la période et inclut une baisse de la rémunération à base d'actions et des économies de 0,8 M\$ au titre des salaires et des autres frais liés au personnel découlant de la restructuration annoncée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023.

Marge brute

Le total de notre marge brute trimestrielle a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (à l'exception du trimestre clos le 31 mars 2022), à mesure qu'augmente notre clientèle mondiale et que nos clients actuels, notamment ceux affichant un VTB élevé, adoptent nos différentes solutions. Notre marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé du fait du succès de nos solutions de paiement, les clients utilisant ces solutions générant des coûts directs plus élevés que ceux associés à notre clientèle d'abonnement. Nous prévoyons que cette tendance se poursuivra et sera en partie contrebalancée par l'augmentation de nos activités de capitaux, qui génèrent une marge considérablement plus élevée.

Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf pour les trimestres clos le 30 juin 2022, le 30 septembre 2022 et le 31 mars 2023) en raison surtout de la hausse des coûts de vente et de commercialisation et autres coûts découlant d'un accroissement de la clientèle, y compris la clientèle liée à nos acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. La forte augmentation pour le trimestre clos le 31 décembre 2022 est attribuable à la charge de dépréciation du goodwill constatée au cours de la période, qui a entraîné une baisse relative des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2023. La diminution des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 30 juin 2022 était principalement attribuable à une baisse de la rémunération liée à des acquisitions. Celle pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 découlait essentiellement d'une diminution des frais généraux et administratifs relativement à une réduction de la rémunération à base d'actions, des charges salariales et des coûts relatifs aux litiges, d'une baisse des frais de vente et de commercialisation relativement à la diminution de la rémunération à base d'actions et aux coûts liés à la conférence à l'intention des représentants, des clients et des partenaires qui ont été engagés au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, et d'une diminution de la rémunération liée à des acquisitions. La baisse des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2023 est principalement attribuable à la charge de dépréciation du goodwill constatée au cours de la période précédente, à une baisse de la rémunération à base d'actions et des charges salariales, ainsi qu'à des économies de 5,1 M\$ au titre des salaires et autres frais liés au personnel découlant de la restructuration annoncée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023.

Se reporter à la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion pour plus de détails sur la variation d'un exercice à l'autre des produits des activités ordinaires et de la perte nette.

Trésorerie et sources de financement

Aperçu

Notre stratégie de gestion du capital consiste à préserver notre capacité de poursuivre notre exploitation, de procurer des avantages à nos parties intéressées et d'assurer un rendement du capital investi adéquat à nos actionnaires en vendant nos services à un prix qui soit à la mesure du niveau de risque d'exploitation que nous assumons. Nous calculons le montant total du capital nécessaire en tenant compte des niveaux de risque. Nos capitaux permanents sont ajustés en temps et lieu selon les changements de l'environnement économique et les risques que courent nos actifs sous-jacents. Nous ne sommes exposés à aucune exigence extérieure en matière de capital.

Facilités de crédit

Nous disposons de facilités de crédit auprès de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (la « CIBC »), à savoir une facilité de crédit d'exploitation renouvelable de 25 M\$ remboursable à vue (la « facilité renouvelable ») et un emprunt à terme d'acquisition de soutien de 50 M\$, dont une tranche de 20 M\$ ne faisait l'objet d'aucun engagement (la « facilité d'acquisition ») et, collectivement avec la facilité renouvelable, les « facilités de crédit ». Un montant de 30 M\$ avait été prélevé sur la facilité d'acquisition en janvier 2020 pour l'acquisition de Lightspeed POS Germany GmbH (auparavant, Gastrofix GmbH) et la facilité devait venir à échéance 60 mois plus tard. Le 6 juillet 2022, nous avons remboursé la totalité du solde de la facilité d'acquisition, y compris tous les intérêts courus et impayés; la facilité d'acquisition a ensuite été résiliée. Avant le remboursement, le solde de la facilité d'acquisition s'élevait à 30 M\$, compte non tenu des coûts de financement non amortis.

Le 28 octobre 2022, nous avons modifié la facilité de crédit renouvelable afin, notamment, d'en réduire la taille à 5 M\$ et de permettre une plus grande souplesse opérationnelle (la « facilité renouvelable modifiée »). La facilité renouvelable modifiée est utilisée pour financer les lettres de crédit ou de garantie ainsi que les frais généraux et le fonds de roulement. La facilité renouvelable modifiée est soumise à certaines clauses restrictives d'ordre général, notamment la présentation des états financiers consolidés annuels audités, et est garantie par les actifs importants de la Société. Au 31 mars 2023, nous respectons toutes les clauses restrictives.

Fonds de roulement

Notre première source de financement a été la mobilisation de capitaux qui, depuis l'exercice clos le 31 mars 2016, a rapporté 2 193 M\$. Dans la mesure du possible, notre gestion de trésorerie vise à assurer que nous disposons de liquidités suffisantes pour satisfaire nos obligations quand elles arrivent à échéance. À cet égard, nous surveillons les flux de trésorerie et faisons régulièrement des analyses du budget par rapport aux réalisations. Notre principale source d'utilisation de fonds tient au fonds de roulement et aux acquisitions éventuelles. L'excédent du fonds de roulement se chiffrait à 783,9 M\$ au 31 mars 2023. Compte tenu de notre trésorerie, de la facilité renouvelable modifiée et du financement disponible, nous estimons disposer de liquidités suffisantes pour répondre à nos besoins de croissance à court terme et réaliser nos objectifs stratégiques à long terme.

Prospectus préalable de base

Le 18 mai 2023, conformément aux décisions générales relatives aux « émetteurs établis bien connus » publiées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base simplifié (le « **prospectus de base** ») auprès des commissions des valeurs mobilières de chaque province et territoire au Canada ainsi qu'une déclaration d'enregistrement préalable correspondante sur formulaire F-10 auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « **déclaration d'enregistrement** »). Le prospectus de base et la déclaration d'enregistrement permettent à Lightspeed et à certains de ses porteurs de titres d'offrir des actions à droit de vote subalterne, des actions privilégiées, des titres de créance, des bons de souscription, des reçus de souscription, des unités, ou toute combinaison de ces instruments, de montants, aux cours et selon les modalités définis dans un ou plusieurs suppléments de prospectus préalable dans les 25 mois suivant l'entrée en vigueur du prospectus de base.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente la trésorerie et les équivalents de trésorerie aux 31 mars 2023 et 2022 et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des trimestres et des exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	800 154	953 654	800 154	953 654
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation	(41 587)	(11 342)	(125 284)	(87 218)
Activités d'investissement	5 953	(199)	8 817	(563 931)
Activités de financement	(2 376)	(1 715)	(35 411)	798 057
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	46	251	(1 622)	(404)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(37 964)	(13 005)	(153 500)	146 504

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 41,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, contre 11,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, les sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation⁴ se sont établies à 26,9 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation⁴ de 9,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Cette augmentation de 17,0 M\$ est essentiellement attribuable aux variations du fonds de roulement, notamment des avances de fonds aux commerçants supplémentaires de 12,6 M\$, à une diminution des crédits d'impôt reçus, et à des écarts temporaires liés aux débiteurs et aux créditeurs courants.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 125,3 M\$ pour l'exercice 2023, contre 87,2 M\$ pour l'exercice 2022. Pour l'exercice 2023, les sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation⁴ se sont établies à 96,0 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation⁴ de 61,3 M\$ pour l'exercice 2022. Cette augmentation de 34,7 M\$ est essentiellement attribuable aux variations du fonds de roulement, notamment des avances de fonds aux commerçants supplémentaires de 19,2 M\$, à une baisse des produits différés de 2,5 M\$, à une diminution des crédits d'impôt reçus et à des écarts temporaires liés aux débiteurs et aux créditeurs courants, ainsi qu'à une augmentation des sorties de trésorerie liées à nos activités d'exploitation dans le cadre des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, facteurs compensés par une diminution de 3,8 M\$ de la couverture d'assurance des administrateurs et des dirigeants à la suite de notre entrée en Bourse aux États-Unis et une sortie de trésorerie de 5,0 M\$ au titre d'un dépôt versé au cours de l'exercice 2021 dans le cadre de notre programme d'avances de fonds aux commerçants, le même dépôt ayant été remboursé au cours de l'exercice 2022.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 6,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, contre des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 0,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Cette variation des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement est principalement attribuable à une hausse de 8,1 M\$ du produit d'intérêts reçu, contrebalancée par une diminution de 1,5 M\$ des sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif relativement à la plateforme Lightspeed B2B.

⁴ Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements ».

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 8,8 M\$ pour l'exercice 2023, contre des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 563,9 M\$ pour l'exercice 2022. Cette variation des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement est principalement attribuable à la trésorerie versée pour l'acquisition de Vend en avril 2021, de NuORDER en juillet 2021 et d'Ecwid en octobre 2021, et à une hausse de 17,7 M\$ du produit d'intérêts reçu, contrebalancée par une diminution de 3,9 M\$ des sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif relativement à la plateforme Lightspeed B2B.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour le trimestre clos le 31 mars 2023 se sont établies à 2,4 M\$, contre 1,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Cette variation des flux de trésorerie liés aux activités de financement est surtout attribuable à une diminution de 0,2 M\$ du produit tiré de l'exercice d'options sur actions aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, ainsi qu'à une augmentation de 0,6 M\$ au titre du règlement des obligations locatives et à des variations des dépôts de location soumis à restrictions.

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour l'exercice 2023 se sont établies à 35,4 M\$, comparativement à des entrées de trésorerie liées aux activités de financement de 798,1 M\$ pour l'exercice 2022. Cette variation des flux de trésorerie liés aux activités de financement est surtout attribuable aux fonds de 789,4 M\$ tirés de notre appel public à l'épargne d'août 2021, déduction faite des frais d'émission d'actions, au remboursement du solde impayé de 30,0 M\$ de la facilité d'acquisition en juillet 2022 et à une diminution de 12,8 M\$ du produit tiré de l'exercice d'options sur actions aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.

Nous sommes d'avis que notre solde en trésorerie, le financement disponible, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et le crédit disponible aux termes de la facilité renouvelable modifiée nous permettent actuellement de combler nos besoins en liquidités futurs aux fins de l'exploitation.

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles viennent à échéance à des dates diverses. Le tableau suivant présente nos obligations contractuelles au 31 mars 2023 :

(en milliers de dollars américains)	Échéance par période				Total
	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et charges à payer	68 827	—	—	—	68 827
Autres passifs non courants	—	1 026	—	—	1 026
Obligations locatives ¹⁾	9 723	14 858	8 401	6 979	39 961
Obligations d'achat inconditionnelles et significatives ²⁾	32 077	54 441	31 000	—	117 518
Total des obligations contractuelles	110 627	70 325	39 401	6 979	227 332

¹⁾ Les obligations locatives s'entendent des contrats de location à court terme et des paiements de loyers variables pour notre portion des charges d'exploitation de locataires et les taxes et impôts. Les obligations locatives sont principalement liées à nos locaux à bureaux. La durée des contrats de location varie entre un an et sept ans. Se reporter à la note 13 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information sur les contrats de location.

²⁾ La Société est partie à des accords de service non résiliables avec des fournisseurs de services et des fournisseurs de services de traitement de paiements comprenant des engagements de dépenses minimales.

Arrangements non comptabilisés

Nous n'avons aucun arrangement non comptabilisé significatif autre que les contrats de location de faible valeur ou à court terme et les autres obligations d'achat décrites à la rubrique « Obligations contractuelles ». De temps à autre, dans le cours normal des activités, nous pouvons être conditionnellement responsables à l'égard de litiges ou de réclamations.

Transactions entre parties liées

Nous n'avons pas conclu de transactions avec des parties liées importantes, autres que celles qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités.

La charge de rémunération des cinq principaux dirigeants s'établit comme suit pour l'exercice 2023 et l'exercice 2022 :

(en milliers de dollars américains)	Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022
	\$	\$
Avantages sociaux à court terme et indemnités de cessation d'emploi	3 242	2 914
Paielements fondés sur des actions	20 331	21 251
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	23 573	24 165

Instruments financiers et autres instruments

Risque de crédit et de concentration

De manière générale, la valeur comptable de nos actifs financiers inscrite à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de toute provision pour pertes applicable, représente le montant maximal exposé au risque de crédit.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés est imputable principalement à notre trésorerie et ses équivalents et à nos créances clients et autres débiteurs. Nous n'exigeons aucune garantie de la part de nos clients. Le risque de crédit visant la trésorerie et les équivalents de trésorerie est géré en confiant les fonds uniquement à des institutions financières ayant une cote de crédit élevée. Nous ne détenons aucun bien donné en garantie.

Du fait de notre bassin de clients diversifiés, il n'existe aucune concentration particulière du risque de crédit relativement à nos créances clients. Par ailleurs, les soldes de créances clients sont gérés et analysés régulièrement afin d'assurer que les corrections de valeur pour pertes d'un montant approprié sont établies et maintenues.

Nous maintenons une correction de valeur pour pertes pour une partie des créances clients lorsque le recouvrement devient douteux, selon la méthode décrite à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités. Les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues prennent en compte des facteurs prospectifs propres aux créanciers et l'état général de l'économie.

Au cours de l'exercice 2023, nous avons évalué les répercussions possibles de l'incertitude au sein de l'environnement macroéconomique sur notre risque de crédit, ce qui a mené à une augmentation de notre correction de valeur pour pertes de crédit attendues par rapport à ce qu'elle aurait été compte non tenu de ces répercussions. Nous continuons de surveiller les conditions macroéconomiques et leurs effets éventuels sur notre risque de crédit.

Risque de liquidité

Nous sommes exposés au risque de ne pas être en mesure d'honorer nos engagements financiers à la date d'échéance établie, conformément aux modalités de ces engagements et à un prix raisonnable. Nous gérons notre risque de liquidité en établissant des prévisions relatives aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi qu'aux activités d'investissement et de financement prévues. Au 31 mars 2023, nous disposons d'un montant en trésorerie et en équivalents de trésorerie s'établissant à 800,2 M\$, ainsi que de la facilité de crédit renouvelable modifiée, ce qui témoigne de notre liquidité et de notre capacité de régler les passifs financiers futurs au fur et à mesure qu'ils deviennent exigibles. Les activités, la situation financière et les transactions de la Société n'ont pas été touchées de façon importante par la faillite de la Silicon Valley Bank. Au 31 mars 2023, un solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de faible valeur était détenu auprès de la Silicon Valley Bank.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque de change en raison des instruments financiers libellés en devises. Les principales monnaies qui nous exposent au risque de change en raison des instruments financiers libellés en devises sont le dollar canadien, l'euro, la livre sterling, le dollar australien, le franc suisse et le dollar néozélandais. Nous avons pour politique d'atténuer notre exposition au risque de change en concluant des instruments dérivés. Nous avons conclu de nombreux contrats de change à terme dont la durée est en général de moins de un an. La combinaison de devises utilisée pour les couvertures de flux de trésorerie de la Société est le dollar américain / dollar canadien. Nous n'utilisons pas d'instruments dérivés à des fins de spéculation. Au 31 mars 2023, le montant nominal de référence de nos contrats de change était d'environ 109,2 M\$ CA (26,0 M\$ CA au 31 mars 2022).

Le tableau suivant résume notre exposition au risque de change, compte tenu des contrats de change à terme pertinents, en milliers de dollars américains :

2023	CAD	EUR	AUD	GBP	CHF	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie et liquidités soumises à restrictions	3 336	5 828	2 078	1 907	1 456	1 537	16 142
Créances clients et autres débiteurs	3 716	9 004	8 199	1 680	1 074	1 883	25 556
Créditeurs et charges à payer	(10 615)	(8 948)	(3 604)	(1 561)	(1 294)	(3 333)	(29 355)
Autres passifs non courants	(231)	(267)	(68)	(119)	(48)	(5)	(738)
Obligations locatives	(11 805)	(3 258)	(1 870)	(4 085)	(866)	(211)	(22 095)
Exposition financière nette	(15 599)	2 359	4 735	(2 178)	322	(129)	(10 490)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les variations de taux d'intérêt aient un effet négatif sur les bénéfices et les flux de trésorerie. Certains de nos éléments de trésorerie portent intérêt. Nos créances clients et autres débiteurs, nos créditeurs et charges à payer, et nos obligations locatives ne portent pas intérêt. Nous ne sommes pas exposés à un risque de taux d'intérêt significatif.

Risque lié au cours de l'action

Les charges sociales à payer relativement à la rémunération à base d'actions (charges sociales) représentent des cotisations sociales au titre de la rémunération à base d'actions auxquelles nous sommes assujettis dans les divers pays où nous exerçons nos activités. Les charges sociales comptabilisées à chaque période de présentation de l'information financière sont fonction, notamment, du nombre d'options sur actions et des attributions d'actions en cours, de l'acquisition des droits liés aux options sur actions et aux attributions d'actions, du prix d'exercice et du cours de nos actions. Toute variation du montant à payer est comptabilisée dans le coût direct des produits et dans les charges d'exploitation. Toute augmentation du cours de l'action a pour effet d'accroître les charges sociales à payer; mais, lorsque le cours de l'action baisse, la Société comptabilise plutôt une réduction des charges sociales à payer, toutes choses étant égales par ailleurs, y compris le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours et le prix d'exercice, qui demeurent constants.

Risque lié à l'inflation

Nous sommes exposés au risque d'inflation, qui pourrait avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Si nos coûts devaient être assujettis à des pressions inflationnistes importantes, nous pourrions ne pas être en mesure de compenser en totalité ces hausses de coûts au moyen d'augmentations de prix. Notre incapacité à compenser les coûts pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. Si l'inflation continue de croître, elle aura probablement une incidence sur nos charges, notamment une hausse des coûts liés à l'offre de nos solutions et des charges liées à la rémunération des employés. En outre, nos clients sont également exposés aux risques liés aux pressions inflationnistes qui ont et pourraient encore avoir une incidence sur leurs activités et leur situation financière. Parmi ces risques, notons une réduction des dépenses de consommation et de

l'utilisation des cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rendement financier puisque le nombre de transactions traitées au moyen de nos solutions de paiement pourrait diminuer, tout comme le montant d'achat moyen de chaque transaction.

Méthodes comptables et estimations comptables critiques

La préparation de nos états financiers consolidés annuels audités conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes. Nous révisons régulièrement ces estimations en fonction de la meilleure connaissance que la direction a des événements courants et des actions que nous pourrions entreprendre à l'avenir. Les résultats obtenus peuvent différer de ces estimations. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et de ces estimations pourrait nécessiter un ajustement important à la valeur comptable de l'actif ou du passif en question au cours des périodes ultérieures. Les principales estimations et hypothèses sont présentées ci-après. La direction a déterminé que nous exploitons un seul secteur opérationnel et que nous avons un seul secteur à présenter.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les principaux aspects du processus de comptabilisation des produits des activités ordinaires, notamment l'identification des contrats générateurs de produits conclus avec des clients, l'identification des obligations de prestation, la détermination du prix de transaction et la répartition entre les obligations de prestation identifiées, l'utilisation d'une méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires appropriée pour chaque obligation de prestation et la mesure de l'avancement des obligations de prestation dans le temps, nécessitent tous l'exercice du jugement et l'utilisation d'hypothèses. Nous suivons les indications figurant à la rubrique « Entité agissant pour son propre compte ou comme mandataire » de l'Annexe B d'IFRS 15 pour déterminer si les produits doivent être comptabilisés en fonction du montant brut de la contrepartie payée par le client ou du montant net que nous conservons. Cette détermination requiert l'exercice du jugement et dépend des faits et circonstances relatifs à chaque accord.

Dépréciation d'actifs non financiers

Notre test de dépréciation à l'égard du goodwill se fonde sur les estimations en interne de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, et recourt à des modèles d'évaluation comme la méthode d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses sur lesquelles la direction a fondé sa détermination de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations visant les taux d'actualisation, les multiples de la valeur finale et le taux de croissance estimé. Ces estimations, notamment la méthode employée, l'identification des unités génératrices de trésorerie et l'attribution du goodwill, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill. Lorsque les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location et les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de dépréciation, la détermination de la valeur recouvrable des actifs exige que la direction recoure à des estimations, facteur qui peut avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2022, les conditions macroéconomiques ont changé et le cours de notre action et notre capitalisation boursière ont diminué. Ces facteurs ont entraîné un excédent de la valeur comptable de notre actif net sur sa capitalisation boursière au 31 décembre 2022, ce qui a mené à la réalisation d'un test de dépréciation du goodwill de la Société pour notre secteur, tel qu'il est décrit à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités, à savoir le niveau auquel la direction effectue un suivi du goodwill. Notre test, en date du 31 décembre 2022, a entraîné une charge de dépréciation hors trésorerie liée au goodwill de 748,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, le multiple de la valeur finale ayant été touché négativement par les conditions macroéconomiques et la diminution du cours de notre action, et le taux de croissance de nos produits a subi les effets négatifs de l'incidence macroéconomique sur les ventes de nos clients.

Si, à la date ultérieure, la valeur comptable de notre secteur était inférieure à sa valeur recouvrable, nous pourrions devoir comptabiliser une autre charge de dépréciation du goodwill dans nos résultats d'exploitation au cours de périodes futures, ce qui pourrait nuire à notre capacité d'atteindre la rentabilité. Le goodwill est plus sensible au risque de dépréciation si les résultats d'exploitation ou la conjoncture économique se détériorent. Nous avons réévalué au 31 mars 2023 les hypothèses

clés utilisées dans le test du 31 décembre 2022 et n'avons constaté aucune réduction du multiple de la valeur finale, aucune augmentation du taux d'actualisation, ni aucune diminution du taux de croissance des produits des activités ordinaires. Une réduction du multiple de la valeur finale, une augmentation du taux d'actualisation avant impôt ou une diminution du taux de croissance des produits des activités ordinaires pourrait éventuellement entraîner d'autres pertes de valeur. Nous sommes tenus d'effectuer notre prochain test de dépréciation du goodwill annuel le 31 décembre 2023, ou plus tôt si un événement déclencheur de dépréciation du goodwill survient avant cette date. Pour un complément d'information, se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice 2023.

Regroupements d'entreprises

Nous comptabilisons les regroupements d'entreprises conformément à la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris doivent être comptabilisés à leur juste valeur estimée à la date de l'acquisition d'entreprise. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative de l'actif net acquis est inscrit à titre de goodwill. Dans le cadre de telles évaluations, la direction doit formuler des estimations et des hypothèses importantes et exercer un jugement important, particulièrement en ce qui concerne les immobilisations incorporelles et les contreparties éventuelles. Pour les immobilisations incorporelles, nous établissons la juste valeur en utilisant les techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision du montant net total des flux de trésorerie actualisés futurs attendus, et les hypothèses clés portent habituellement sur le rendement futur des actifs connexes, les taux d'actualisation, les taux de redevances, les taux d'attrition de la clientèle et les taux d'attachement des services liés aux paiements. La contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie.

Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé, impôt exigible et différé, et crédits d'impôt

L'interprétation de la réglementation fiscale, qui est complexe, ainsi que le montant et le calendrier du bénéfice imposable à l'avenir font l'objet d'incertitudes. Nous établissons des provisions fondées sur l'estimation raisonnable des incidences possibles des vérifications par l'administration fiscale. Le montant de ces provisions se fonde sur divers facteurs, comme les vérifications fiscales antérieures ainsi que les interprétations divergentes de la réglementation fiscale de la part de l'entité imposable et de l'administration fiscale responsable.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales non utilisées et des écarts temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, auquel ces pertes fiscales et écarts temporaires pourront être imputés, sera disponible. La direction doit user de son jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé pouvant être comptabilisé, en fonction du calendrier probable et du niveau du bénéfice imposable futur, outre les stratégies de planification fiscale futures.

Rémunération à base d'actions

Nous évaluons le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres avec les employés en nous basant sur la juste valeur des instruments connexes à la date d'attribution. L'estimation de la juste valeur des paiements à base d'actions nécessite la détermination du modèle d'évaluation le mieux adapté à l'attribution, en fonction des modalités de celle-ci. Il faut également formuler des hypothèses et choisir les données les plus pertinentes pour le modèle d'évaluation, notamment les prévisions relatives à l'option quant à sa durée, à sa volatilité, à son taux d'intérêt et à son rendement en dividende.

Provisions

De temps à autre, la Société est partie à des litiges et à des réclamations. Rien ne garantit que ces litiges et ces réclamations seront résolus sans qu'il soit nécessaire de recourir à des procédures coûteuses, ni qu'ils ne nuiront pas à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite. Pour déterminer la probabilité d'une perte et établir une estimation raisonnable, la direction doit exercer un jugement important. Les hypothèses utilisées reflètent les conditions économiques les plus probables et les lignes de conduite prévues par la Société à ce moment-là, mais peuvent également différer au fil du temps. Compte tenu des

incertitudes associées à tout litige, l'issue réelle peut différer des estimations de la Société et pourrait nuire à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société.

Nouvelles prises de position en comptabilité

De temps à autre, l'IASB ou d'autres organismes de normalisation publient de nouvelles prises de position en comptabilité, que nous adoptons à la date de prise d'effet indiquée.

Normes et interprétations, nouvelles ou modifiées, adoptées

L'IASB a également publié des modifications à IAS 16 *Immobilisations corporelles* afin d'interdire que le produit tiré de la vente d'éléments produits avant que ceux-ci puissent être utilisés soit déduit du coût d'une immobilisation corporelle. Les modifications précisent également ce que sont des « tests de bon fonctionnement de l'immobilisation corporelle ». L'IASB a également publié une modification à IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* qui précise ce qu'est le coût d'exécution d'un contrat afin de déterminer si un contrat est déficitaire. Les modifications à IAS 16 et à IAS 37 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, et l'application anticipée est permise. Nous avons adopté ces modifications le 1^{er} avril 2022 et celles-ci n'ont pas eu d'incidence sur nos méthodes comptables ou sur nos états financiers consolidés annuels audités. Aucune autre interprétation des IFRS ou de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») en vigueur au 1^{er} avril 2022 n'a eu d'incidence significative sur nos méthodes comptables ou sur nos états financiers consolidés annuels audités.

Nouvelles normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des présents états financiers, nous n'avons pas encore appliqué les normes IFRS nouvelles et révisées suivantes, publiées mais non encore entrées en vigueur.

L'IASB a publié IFRS 17 *Contrats d'assurance* qui établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de communication de l'information applicables aux contrats d'assurance, des modifications à IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* qui clarifient la façon de distinguer les changements de méthodes comptables des changements d'estimations comptables, des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers* qui exigent que les sociétés présentent de l'information sur les principales méthodes comptables, et des modifications à IAS 12 *Impôts sur le résultat* qui requièrent que les sociétés comptabilisent l'impôt différé au titre des transactions pour lesquelles, lors de la comptabilisation initiale, les montants des différences temporaires imposables et déductibles sont les mêmes. La nouvelle norme IFRS 17 et les modifications à IAS 8, à IAS 1 et à IAS 12 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, et l'application anticipée est permise. L'IASB a également publié des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers* qui ont une incidence sur la présentation des passifs en tant que passifs courants et non courants à l'état de la situation financière et qui exigent que les sociétés présentent de l'information sur les principales méthodes comptables, ainsi que des modifications à IFRS 16 *Contrats de location* qui visent à inclure les paiements variables dans l'évaluation d'une obligation locative découlant d'une transaction de cession-bail. Ces modifications à IAS 1 et à IFRS 16 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024, et l'application anticipée est permise.

Nous ne prévoyons pas que l'adoption des normes susmentionnées aura une incidence significative sur nos états financiers des périodes futures.

Information sur les actions en circulation

Lightspeed est une société ouverte inscrite sous le symbole « LSPD » à la Bourse de Toronto (la « TSX ») et à la New York Stock Exchange (la « NYSE »). Le capital-actions autorisé consiste en i) un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne et ii) un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries; au 16 mai 2023, 151 368 643 actions à droit de vote subalterne étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Au 16 mai 2023, 521 474 options sur actions étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions de 2012 modifié et mis à jour de la Société dans sa version modifiée (dont 521 474 avaient les droits acquis à cette date), 8 300 252 options étaient en cours aux termes du troisième régime incitatif général modifié et mis à jour de la Société dans sa version modifiée (le « régime général ») (dont 2 890 962 avaient les droits acquis à cette date) et 104 167 options en cours étaient émises pour

inciter de hauts dirigeants à signer un contrat d'embauche à temps plein avec la Société (les « attributions incitatives »), comme il est permis par les règles de la TSX, étaient en cours (dont 104 167 avaient les droits acquis à cette date). Chaque option sur actions peut ou pourra être exercée en échange de une action à droit de vote subalterne.

Au 16 mai 2023, 277 433 options étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions et d'attribution modifié et mis à jour de 2011 de ShopKeep Inc. (dont 276 521 avaient les droits acquis à cette date), régime repris par la Société à la clôture de l'acquisition de ShopKeep le 25 novembre 2020. Chaque option peut ou pourra être exercée pour obtenir une action à droit de vote subalterne.

Au 16 mai 2023, 75 869 UAD étaient en cours aux termes du régime général de la Société. Lorsque le participant cessera d'être un administrateur, haut dirigeant, employé ou consultant de la Société conformément au régime général, chacune de ces UAD sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Au 16 mai 2023, 5 367 041 UAR étaient en cours aux termes du régime général de la Société (dont 1 030 451 avaient les droits acquis à cette date) et 273 UAR étaient en cours sous forme d'attributions incitatives (dont 273 avaient les droits acquis à cette date). Une fois acquise, chacune de ces UAR sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Au 16 mai 2023, 524 310 UAFR étaient en cours aux termes du régime général de la Société (dont aucune n'avait les droits acquis à cette date). Une fois acquise, chacune de ces UAFR sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information (tels qu'ils sont définis dans les règlements 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities and Exchange Act of 1934*, dans leur version modifiée) sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information à fournir dans les rapports déposés auprès de la Securities and Exchange Commission est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour veiller à ce que l'information que la Société doit présenter dans ces rapports soit rassemblée puis communiquée à sa direction selon ce qui convient pour prendre en temps opportun les décisions concernant l'information à fournir. La direction passe régulièrement en revue les contrôles et procédures de communication de l'information; cependant, ces contrôles et procédures ne peuvent fournir une garantie absolue du fait des limites inhérentes à tout système de contrôles visant la prévention et la détection de déclarations erronées imputables à des erreurs ou à des fraudes. Le chef de la direction et le chef des finances, de concert avec la direction, ont évalué les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et conclu qu'ils étaient efficaces au 31 mars 2023.

Rapport annuel de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de la Société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances et de l'exploitation, a la responsabilité d'établir et de maintenir des mesures de contrôle interne adéquates à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

La direction, y compris le chef de la direction et le chef des finances et de l'exploitation, a effectué une appréciation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société selon les critères établis dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »). Sur la base de cette évaluation, la direction, y compris le chef de la direction et le chef

des finances et de l'exploitation, a déterminé qu'au 31 mars 2023, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

Rapport d'attestation du cabinet d'experts-comptables indépendant agréé

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 mars 2023 a fait l'objet d'un audit par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, qui a exprimé son opinion dans son rapport inclus dans nos états financiers consolidés annuels audités au 31 mars 2023.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances et de l'exploitation ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société pour vérifier s'il a subi des modifications durant la période close le 31 mars 2023 qui ont eu, ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir, une incidence importante sur celui-ci. Aucun changement de ce genre n'a été relevé au cours de cette évaluation.

Limites inhérentes aux contrôles et procédures

La direction, y compris le chef de la direction et le chef des finances, estime que tout système de contrôles et de procédures de communication de l'information ou de contrôle interne à l'égard de l'information financière, peu importe l'efficacité de sa conception ou de son fonctionnement, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, non absolue, que ses objectifs sont atteints. En outre, la conception d'un système de contrôles est tributaire des restrictions en matière de ressources, et les avantages que revêtent les contrôles doivent être examinés à la lumière des coûts que ceux-ci entraînent. Du fait de ses limites inhérentes, aucun système de contrôles ne peut fournir l'assurance absolue qu'ont été prévenus ou détectés tous les éventuels enjeux en matière de contrôle ou cas de fraude au sein de la Société. Ces limites inhérentes tiennent entre autres à la possibilité que des erreurs de jugement surviennent dans la prise de décisions et que des défaillances se produisent en raison de simples erreurs. Qui plus est, les contrôles peuvent être neutralisés par des parties agissant seules ou en collusion, ou par un contournement non autorisé des contrôles. De surcroît, la conception d'un système de contrôles se fonde sur certaines hypothèses concernant la probabilité d'événements futurs, et rien ne garantit qu'une conception donnée puisse atteindre ses objectifs établis compte tenu de toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à tout système de contrôles efficient, des inexactitudes découlant d'erreurs ou de fraudes pourraient survenir et ne pas être décelées.